

II 117

S. COGNETTI DE MARTIIS

OR ET ARGENT



HENRI CERNUSCHI

PARIS

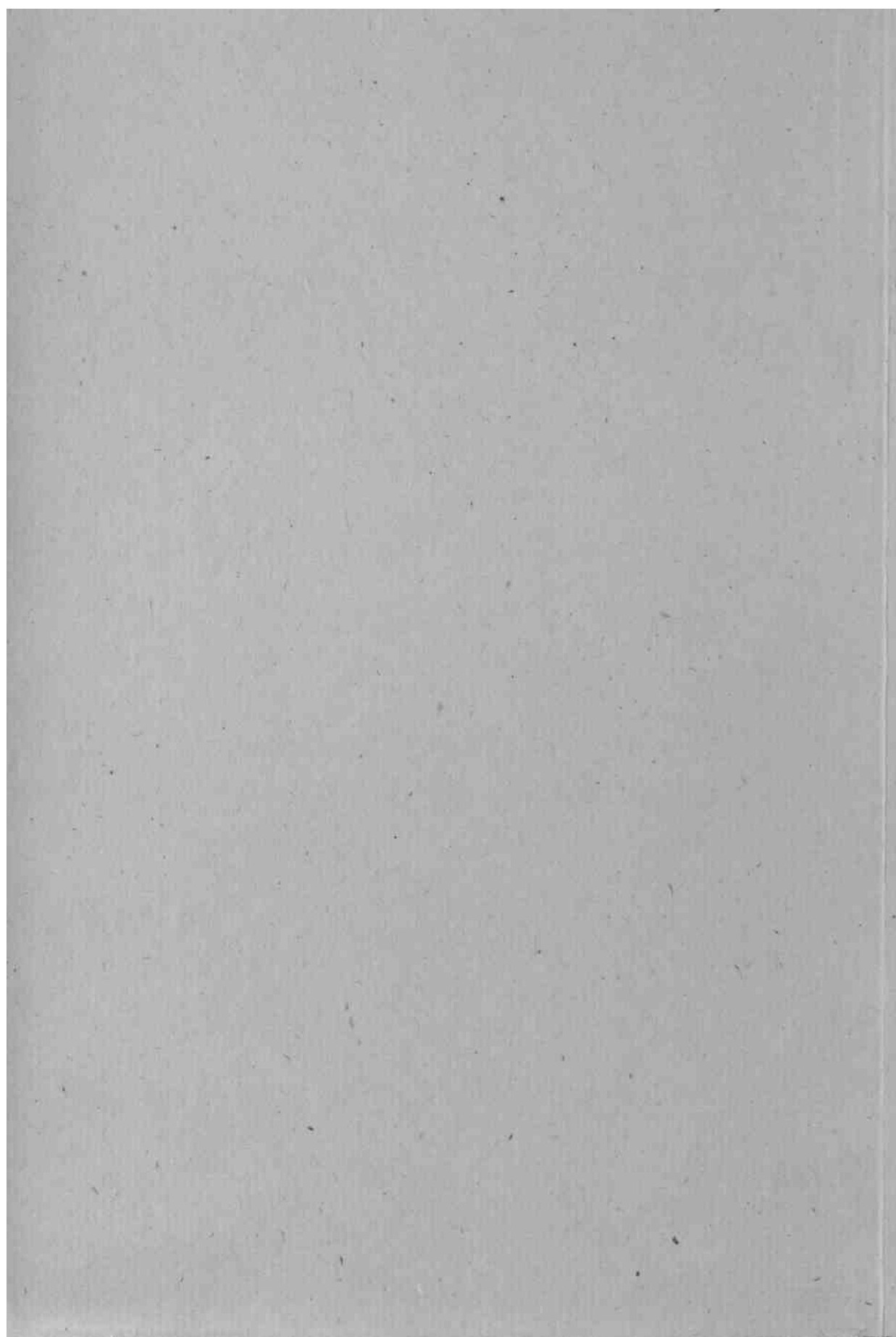
LIBRAIRIE DE GUILLAUMIN ET C^{ie}

Éditeurs du Journal des Économistes, de la Collection des principaux Économistes
du Dictionnaire de l'Économie politique, du Dictionnaire universel du Commerce et de la Navigation, etc.

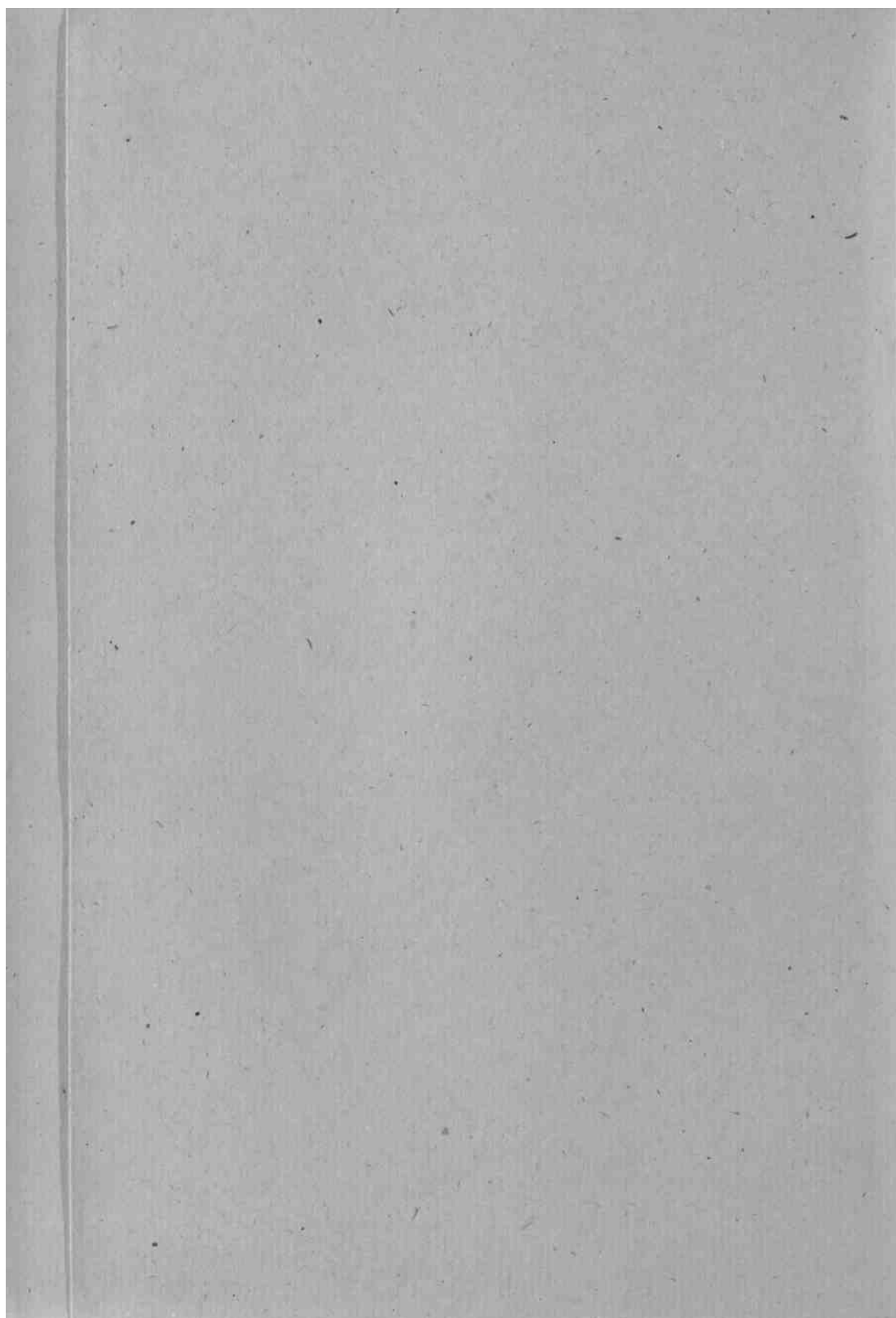
14, RUE RICHELIEU, 14

1874





11 117



A

OR
ET
ARGENT



H 80

THE UNIVERSITY OF TORONTO

LIBRARY



PW0803557

OR ET ARGENT

PAR

HENRI CERNUSCHI



PARIS

LIBRAIRIE DE GUILLAUMIN ET C^{ie}

Éditeurs du Journal des Économistes, de la Collection des principaux Économistes
du Dictionnaire de l'Économie politique, du Dictionnaire universel du Commerce et de la Navigation, etc.

14, RUE RICHELIEU, 14

1874

N.ro INVENTARIO PRE 2560

OR ET ARGENT

REVUE QUINTE

TABLE

CHAPITRE I. — L'OR ET L'ARGENT

CHAPITRE II. — L'OR ET L'ARGENT

CHAPITRE III. — L'OR ET L'ARGENT

CHAPITRE IV. — L'OR ET L'ARGENT

CHAPITRE V. — L'OR ET L'ARGENT

CHAPITRE VI. — L'OR ET L'ARGENT

CHAPITRE VII. — L'OR ET L'ARGENT

CHAPITRE VIII. — L'OR ET L'ARGENT

CHAPITRE IX. — L'OR ET L'ARGENT

CHAPITRE X. — L'OR ET L'ARGENT

CHAPITRE XI. — L'OR ET L'ARGENT

CHAPITRE XII. — L'OR ET L'ARGENT

CHAPITRE XIII. — L'OR ET L'ARGENT

CHAPITRE XIV. — L'OR ET L'ARGENT

CHAPITRE XV. — L'OR ET L'ARGENT

CHAPITRE XVI. — L'OR ET L'ARGENT

CHAPITRE XVII. — L'OR ET L'ARGENT

CHAPITRE XVIII. — L'OR ET L'ARGENT

CHAPITRE XIX. — L'OR ET L'ARGENT

CHAPITRE XX. — L'OR ET L'ARGENT

AVERTISSEMENT

S'être livré à l'investigation des théories économiques, avoir soi-même pratiqué le commerce et la banque, connaître le droit : ce sont là de bonnes conditions pour être à même de discuter les questions de législation monétaire.

Ces conditions, M. Cernuschi les réunit. Il a écrit un livre de haute théorie : *Mécanique de l'Échange* ; il a été commerçant, il a administré à son origine la *Banque de Paris*, et, avant de devenir économiste et banquier, il avait été reçu docteur en droit à l'université de Pavie. De plus, M. Cernuschi a voyagé ; les faits monétaires, il

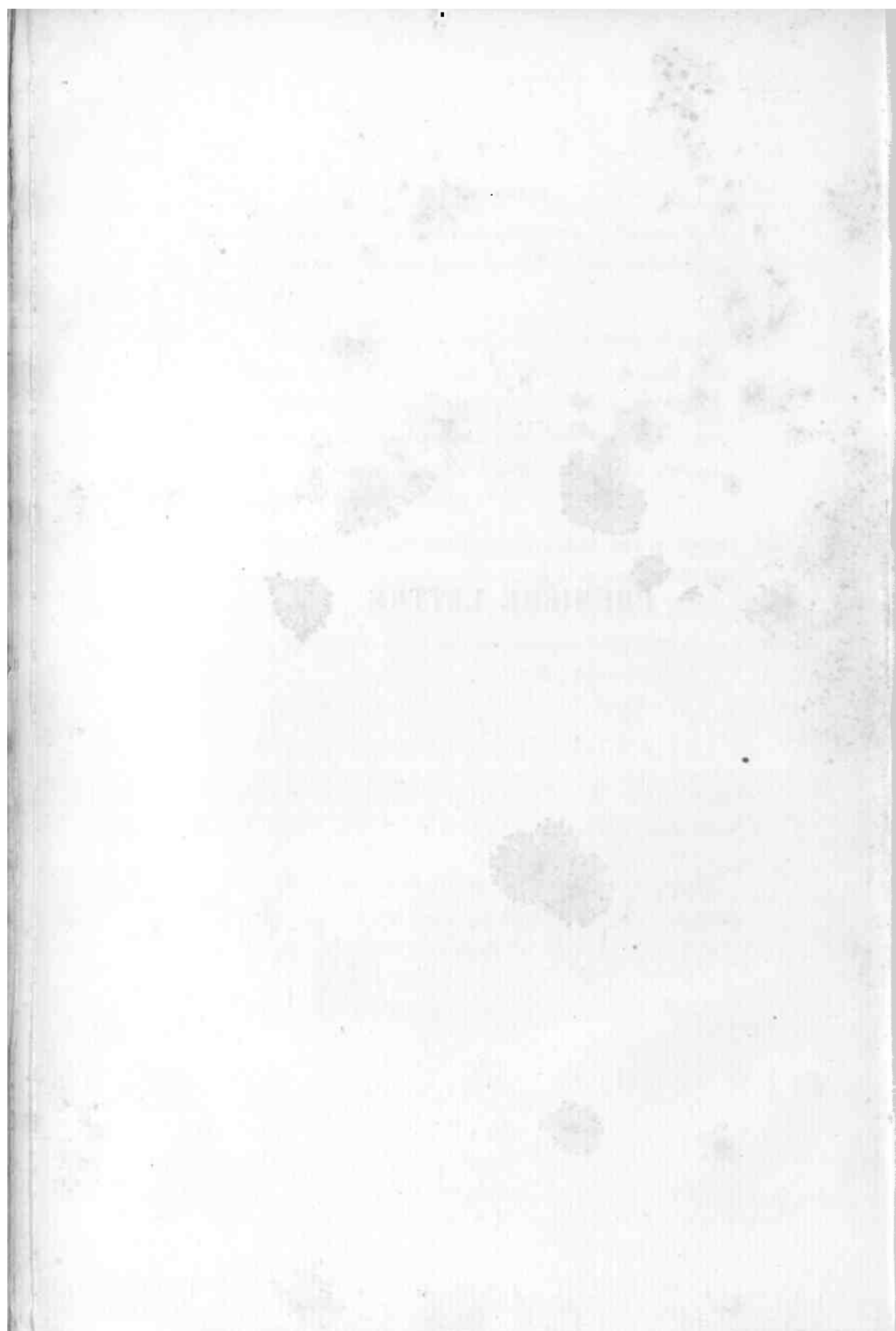
les a observés et étudiés non-seulement en Europe, mais aussi en Amérique, au Japon, en Chine, dans les Indes, en Egypte.

C'est pour réfuter les publicistes qui parlent de démonétiser le métal argent, que M. Cernuschi a publié dans le *Siècle* les lettres ci-après et pour démontrer que la meilleure institution monétaire est celle qui admet, provoque et facilite l'emploi combiné des deux métaux-monnaie : l'or et l'argent.

Dans la huitième lettre, M. Cernuschi met en avant l'idée d'une entente monétaire entre la France et les États-Unis d'Amérique. Cette proposition mérite l'attention des hommes d'État, des économistes et des banquiers.

Mars 1874.

PREMIÈRE LETTRE



PREMIÈRE LETTRE

Paris, 17 Janvier 1874.

MONSIEUR LE DIRECTEUR DU *Siècle*,

On dit que la conférence monétaire réunie à Paris s'occupe tout d'abord de connaître les causes de la dépréciation du métal argent.

Parmi ces causes, il en est une considérable que nulle part je n'ai vu signaler. Permettez-moi de l'indiquer ici.

Qu'on suppose les Français prenant tout à coup

le vin en aversion, se portant à admirer les peuples adonnés à la bière et voulant les imiter : il est certain que le vin se déprécierait et que le prix de la bière s'élèverait.

Or, l'Administration française agit précisément de la sorte avec l'or et l'argent. Parce que l'Allemagne, grâce aux cinq milliards, a pu avoir la fantaisie de décréter la démonétisation du métal argent, l'Administration française a été saisie de stupeur, d'esprit d'imitation, et s'est mise, elle aussi, à démonétiser l'argent. Voilà une grande, très-grande cause de dépréciation pour le métal argent : c'est que la France le démonétise.

Je sais bien que la démonétisation française ne va pas jusqu'à prescrire le retrait des pièces d'argent ; mais l'Administration met tout en œuvre pour empêcher la frappe des lingots d'argent que le public lui apporte. Ainsi, au lieu de vous payer immédiatement le lingot, elle vous donne un *bon de monnaie* à quatre ou cinq mois d'échéance, et, en outre, elle prescrit aux ateliers monétaires de ne

recevoir à la frappe que des quantités très-limitées de lingots.

Ces mesures restrictives constituent une véritable démonétisation de l'argent ; car, du moment qu'une portion quelconque de la totalité du métal existant ne peut pas être convertie librement en monnaie payante, ce métal n'est plus monnaie, et les pièces qui continuent à circuler ne fonctionnent désormais que comme billon, c'est-à-dire pour une valeur forcée, qui est plus élevée que la valeur du même métal à l'état de lingot.

La France en est là. Sans crier gare, on y démonétise le métal argent, et ce métal, repoussé par la *Monnaie*, se déprécie inévitablement.

De par le droit public monétaire de France, toute personne qui possède or ou argent a droit indéfini de battre monnaie ⁽¹⁾, c'est-à-dire de faire

(1) « Tout citoyen qui voudra convertir en monnaie des matières d'or et d'argent pourra les porter aux hôtels de monnaie ; la valeur réelle lui en sera payée en même métal, suivant le titre. » Cette disposition de la loi du 8 frimaire an IV n'a jamais été abrogée.

frapper son métal en numéraire par l'atelier public, et je crois fermement que le Gouvernement ne pouvait pas, sans une loi, contrecarrer, ralentir, empêcher, comme il le fait, la frappe des pièces de cinq francs d'argent.

Veut-on réparer le mal fait? veut-on combattre la dépréciation du métal argent? Qu'on se hâte de lever les interdictions et qu'on laisse librement transformer en bonnes pièces de cent sous tous les lingots d'argent qui se présentent aux établissements monétaires.

Il me semble en outre qu'il n'est pas défendu à l'État lui-même de se procurer des lingots d'argent et de payer en ce métal, à mesure des échéances, sa dette envers la Banque de France. L'encaisse métallique de la Banque augmentant de la sorte, la reprise si désirable des paiements en espèces ne sera pas reculée indéfiniment, comme elle le serait, si l'on devait attendre la reconstitution d'une encaisse considérable de métal or exclusivement.

Frappez, frappez à force des écus d'argent : vous rendrez possible à moindre délai la cessation du cours forcé, et du même coup vous relèverez la valeur du métal argent.

Du reste, le pays ne fait aucune perte à recevoir de l'argent même déprécié. Il y a des lois économiques d'équilibre général qui empêchent les étrangers, aussi bien que les Français, de réaliser sur les monnaies les faciles bénéfices qu'on semble redouter.

Ah ! vous voulez envoyer en France de l'argent pour obtenir de l'or à bon marché ? et vous croyez que je m'y prêterai gratuitement ? Pas du tout. Je vous vendrai mon or plus cher, précisément parce que l'argent est meilleur marché.

Vous voulez me vendre vos denrées contre de l'or ? Soit. Si l'or est cher, vous me vendrez vos denrées meilleur marché.

Vous espérez gagner sur moi en achetant mes articles français avec monnaie d'argent, parce que

ce métal est bon marché? Nullement; je vous vendrai en conséquence, etc., etc.

Tout cela est élémentaire pour celui qui a quelque habitude des choses bancaires et commerciales.

Ceux qui demandent la démonétisation du métal argent accusent ce métal d'être trop lourd et trop encombrant. Il faut être des barbares, disent-ils, pour consentir à employer cette monnaie. Voici ce que je répons :

S'agit-il de payer à grande distance, d'une mer à l'autre? Le fret est le même pour cent mille francs d'argent, qui pèsent cinq cents kilogrammes, que pour cent mille francs d'or, qui pèsent trente-deux kilogrammes et une fraction. Or, ou argent, ou diamant, le poids de la monnaie et de toute chose précieuse est indifférent pour le navire qui la reçoit.

S'agit-il de gros paiements sur place? La grande ville de Hambourg, pendant des siècles, a

payé exclusivement en marcs. Le marc était une pesée d'argent comme qui dirait une once ; mais ce marc n'a jamais été frappé. Les lingots d'argent déposés à la banque de Hambourg pesaient nécessairement des marcs, et les négociants se transféraient réciproquement la propriété des marcs, sans jamais les transporter en nature, ni les voir. Donc, ni poids excessif ni encombrement. Mais, en outre de ces transferts ou virements entre les clients des banques, il y a encore le billet de banque au porteur, qui peut représenter, dans la circulation générale, le métal déposé à la Banque. Or, le billet représentant de l'argent n'est pas plus lourd que le billet représentant de l'or.

S'agit-il des petits paiements et de la monnaie de poche ? L'homme élégant préfère peut-être l'or ; mais l'artisan et le cultivateur n'aiment point la trop légère pièce de cinq francs d'or, l'écu d'argent leur est plus commode. Les avantages et les inconvénients se balancent de deux côtés.

Gros paiements à distance, gros paiements

sur place et petits paiements courants : le métal argent est aussi digne que l'or de servir de monnaie, et, en tout cas, même à ce point de vue du maniement matériel, le mieux est de posséder double monnaie, monnaie d'or et monnaie d'argent, telle que la France l'a possédée si longtemps, sans en souffrir aucun dommage.

Agréez, etc.

DEUXIÈME LETTRE

DEUXIÈME LETTRE

Paris, 19 Janvier 1874.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Le plus grand et le plus important hôtel monétaire du monde est celui de Calcutta. Je l'ai visité. Dans cet établissement, on ne frappe point d'espèces d'or ; il ne sort des balanciers que des pièces d'argent, des roupies.

J'ai aussi visité la Monnaie de Londres. Là on ne fait point de monnaie d'argent, on frappe seule-

ment de l'or, des livres sterling, seule monnaie légale en Angleterre.

Tandis que l'Inde condamne la monnaie d'or, l'Angleterre condamne la monnaie d'argent. Qui a raison ? L'Inde ou l'Angleterre ?

Ni l'une ni l'autre. Le régime qui exclut l'or est aussi fautif, irrationnel et désavantageux, que le régime qui exclut l'argent. Il existerait non-seulement deux, mais dix métaux aptes au service monétaire, qu'il faudrait les monnayer tous les dix.

C'est la France qui est dans le vrai. La France a reconnu égal droit de cité à l'or et à l'argent, son institution monétaire est bimétallique.

Le législateur français a dit . « Il y aura des francs d'argent et des francs d'or ; les francs d'argent pèseront quinze fois et demie autant que les francs d'or. Tout détenteur d'or et d'argent pourra faire monnayer des francs par les balanciers de l'État. Tout débiteur aura l'option de se libérer par des francs d'or ou par des francs d'argent. »

Telle est la législation française. Quels résultats a-t-elle donnés? Résultats excellents et tels que la supériorité du régime bimétallique se trouve sanctionnée par une longue pratique à travers de grands événements monétaires, aussi divers qu'imprévus.

L'or vient-il à manquer, est-il plus recherché que l'argent sur le marché général du monde? La France fournit immédiatement son or et importe de l'argent. Le premier ayant renchéri et le second s'étant déprécié, la France opère à bénéfice.

Si c'est l'argent qui fait défaut au dehors et qui renchérit comparativement à l'or, la France ne se fait pas trop prier, elle fournit son métal argent et reprend l'or. Dans les deux cas, la spéculation est bonne et irréprochable.

Par le fait, à chacune de ces alternances, la France démonétise chez elle spontanément et jusqu'à nouvel ordre le métal renchéri, et à chaque fois elle réalise des profits, tout en rendant service aux États qui, vivant sous le régime inférieur d'un

métal unique, sont forcés de recourir à celui qui emploie les deux.

Cette démonétisation du métal renchéri s'opère toute seule, sans intervention d'aucun corps délibérant. L'or est renchéri quand, sur le marché général du monde, au lieu de valoir $15 \frac{1}{2}$ poids d'argent, il vaut $15 \frac{3}{4}$, 16 ou davantage; l'argent est par contre renchéri quand la proportion descend à $15 \frac{1}{4}$, 15 ou plus bas.

Quand l'un de ces deux phénomènes se déclare, les changeurs donnent l'éveil; ils offrent 101, 102 francs d'or, ou plus, pour obtenir cent francs d'argent; ou bien, si les circonstances sont inverses, ils offrent 101, 102 francs d'argent, ou plus, pour acheter 100 francs d'or.

A ces conditions, les détenteurs du métal recherché s'empressent de le céder et d'employer à payer leurs dettes le métal qu'ils ont reçu en échange. Alors les changeurs s'adressent aux banquiers et ceux-ci expédient au dehors le métal dont

l'étranger a besoin. Particuliers, changeurs et banquiers, tout le monde se partage la prime réalisée sur le métal recherché qu'on exporte.

On apprend un jour que le marché monétaire indien souffre, faute d'argent ; un autre jour, on apprend que le marché anglais est en désarroi, faute d'or. L'Inde n'a pas le remède de recourir à l'or ; l'Angleterre n'a pas le remède de recourir à l'argent, puisqu'elle s'est défendu cette monnaie. Des crises s'ensuivent. La France, au contraire, libre de se tourner tantôt vers l'or, tantôt vers l'argent, la France évite ces crises, et de plus elle est en mesure d'intervenir utilement pour elle et pour les autres, toutes les fois que le marché de l'or ou celui de l'argent est troublé sur un point du globe.

Que la France soit donc reconnaissante à ses anciens législateurs, aujourd'hui surtout que les difficultés léguées par la guerre sont graves, et qu'elle se garde bien d'abandonner un seul jour la sage législation monétaire qui la protège.

Poussé par quelques partisans de la monnaie unique d'or, sensible au préjugé que c'est une preuve de richesse pour une nation de n'avoir que de l'or pour monnaie, nanti d'une énorme rançon de guerre qui permettait de commencer l'opération, le Gouvernement allemand a décidé de bannir la monnaie d'argent.

L'occasion est bonne pour la France bimétallique de laisser librement jouer son système monétaire. L'Allemagne a encore besoin d'or : en veut-elle ? Qu'elle nous le paye au plus cher. Elle reste avoir de l'argent sans emploi : veut-elle s'en débarrasser ? Qu'elle nous le cède au plus bas prix. Notre égale sympathie pour l'un et pour l'autre métal nous fait gagner des deux côtés tout ce que fait perdre à l'Allemagne sa superstition en faveur d'un seul métal.

Malheureusement la conférence monétaire qui délibère en ce moment s'est mise sur une voie périlleuse qui la mène à tout gâter.

Chose étrange ! la plupart des membres siégeant

dans la conférence sont contraires à l'unicité de la monnaie d'or, et cependant adroitement menés par les prôneurs de cette unicité, ils ne s'occupent que de supprimer le monnayage de l'argent.

On dirait qu'ils ne se doutent guère qu'ils travaillent à démolir l'admirable législation bimétallique, pour inaugurer, au grand détriment de la chose publique, le régime monométallique en or.

En effet, l'*Économiste français*, qui est au courant des travaux de la conférence, nous informe qu'on y délibère sur les moyens de remédier aux prétendus inconvénients de la baisse du métal argent. Les remèdes qu'on propose consistent soit à limiter la fabrication des pièces de cinq francs d'argent, soit à la suspendre, soit à limiter la somme d'écus d'argent pouvant être imposée dans le paiement aux créanciers.

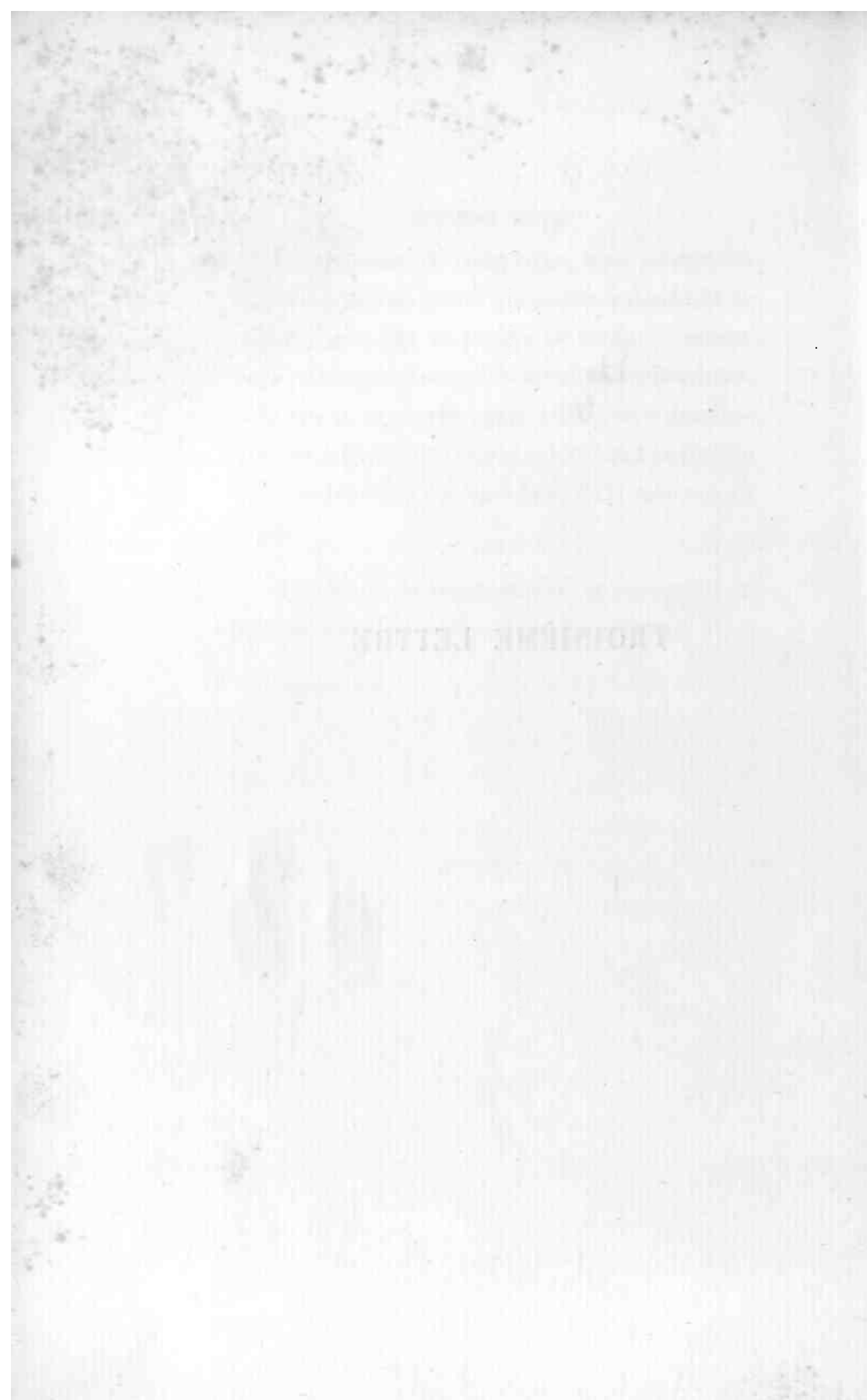
Toutes ces limitations se résolvent en une véritable démonétisation du métal argent. Je l'ai démontré dans la première lettre que je vous ai adressée.

En procédant de cette façon, nous fermerions l'accès à l'argent dont l'Allemagne a décidé de se priver, et, au lieu de profiter de l'erreur commise par l'Allemagne, nous l'épouserions nous-mêmes, cette erreur, avec cette aggravation que la démonétisation législative de l'argent coïnciderait en France avec les difficultés du cours forcé de la monnaie de papier.

Grande est la responsabilité qu'encourrait en agissant ainsi la conférence du quai d'Orsay.

Agréez, etc.

TROISIÈME LETTRE



TROISIÈME LETTRE

Paris, 25 Janvier 1874.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Bonne nouvelle! La discorde règne dans la conférence monétaire. Même au camp d'Agramant, la discorde est propice quand elle a pour effet d'arrêter des capitaines qui, de plein accord et le cœur léger, allaient entreprendre une campagne fatalement funeste.

Parfaite était l'harmonie, il y a une semaine,

entre la France, l'Italie, la Belgique et la Suisse, au sein de la conférence. Ne rien dire de l'or, ne pas énoncer qu'on démonétise l'argent, tolérer ce lourd métal pour quelque temps, comme on tolère un mal social dont on ne peut ou dont on n'ose se délivrer sur l'heure, et au demeurant n'admettre à la frappe que des sommes limitées. En 1874, la France frapperait au maximum 50 millions de francs ; l'Italie, 30 ; la Belgique, 9 ; la Suisse, 5. Cet habile rationnement était le grand remède qui devait préserver l'Union latine des calamités de la dépréciation du métal argent et même arrêter cette dépréciation.

Puis... puis *tout s'est brouillé à la séance du mercredi 24 janvier*. Ce sont les termes dont se sert l'*Economiste français*, qui raconte l'événement.

Il paraît que chacun des quatre États trouve maintenant que son *quantum* d'argent à monnayer en 1874 est trop restreint, et que le *quantum* des trois autres est trop élevé. On se dispute la faculté de battre une monnaie qui doit valoir beaucoup et coûter peu.

En outre, l'Italien, le Belge et le Suisse demandent à pouvoir écouler plus facilement leurs piastres en France. D'après le traité de 1865 ⁽¹⁾, l'obligation de recevoir en paiement la monnaie des confédérés n'est imposée qu'aux caisses publiques de l'Etat. Les particuliers peuvent la refuser. Or, il est arrivé que la Banque de France, n'étant pas une caisse publique de l'Etat, a rebuté les écus d'Emmanuel et de Léopold. On voudrait donc que ces espèces fussent déclarées monnaie légale en France non-seulement pour les caisses publiques, mais pour tout le monde.

Que répond la France ? La situation monétaire de la France est infiniment délicate. Sa circulation n'est pas métallique, comme en Belgique et en Suisse ; elle est soumise au papier-monnaie à cours forcé ; mais ce papier se tient au pair du métal, tandis que le billet monétaire italien perd 15 %₀. En Italie, l'espoir de reprendre les paiements en numéraire ne peut être que platonique. En France,

(1) Voir, page 91, le texte de ce traité.

si l'on évite les fautes, si l'on se décide à frapper hardiment monnaie d'argent, on peut entrevoir comme assez prochain l'abandon du cours forcé.

Je n'ose dire que ces considérations aient influencé le gouvernement français, je n'en sais rien ; toujours est-il que « dans la séance de mercredi, » raconte l'*Économiste français*, « la France a pris une attitude qui semblerait indiquer un parti pris de rompre purement et simplement la convention de 1865.

Ce parti serait loin d'être mauvais. On pourrait rompre le traité pour la monnaie proprement dite de 5 francs et au-dessus, sauf à le maintenir pour la monnaie *familière* ou monnaie d'appoint, c'est-à-dire pour les pièces d'argent de 2 francs et au-dessous, qui sont à bas titre, qui sont émises à raison de 6 francs seulement par habitant, et qui ne peuvent être imposées aux particuliers créanciers que jusqu'à concurrence de 5 francs par paiement. Ce n'est pas là une monnaie vraie, une monnaie payante ; c'est du billon, et toutes les limitations peuvent et doivent être légiférées quand il s'agit de billon.

Mais, pour rompre ou seulement modifier avant terme le quadruple traité de 1865, qui expire seulement le 1^{er} janvier 1880, une volonté ne suffit pas, il en faut quatre, c'est-à-dire l'unanimité.

On doit admettre que le maintien tel quel du traité, maintien qui n'exige aucun vote, est chose plus facile que ne le serait l'abandon, qui exige quatre votes.

Maintien ou abandon, ce seraient deux issues heureuses ; car, par l'une comme par l'autre, l'Union latine s'épargnerait d'accoucher de cette monstruosité économique qu'on a nommée le monnayage limité.

L'or et l'argent sont deux monnaies naturelles et éternelles. Personne ne peut en produire artificiellement ni par décret, et c'est en quoi gît leur meilleure garantie.

Nul ne peut faire que tout l'or existant ou que tout l'argent existant ne soit identique partout et dans tous les lingots, avant comme après la frappe.

Toute la masse actuelle du métal est monnaie et toute la masse future sera monnaie.

Toute parcelle de métal vaut autant que toute autre parcelle du même métal de mêmes titre et poids.

Un État peut ne vouloir qu'un métal pour monnaie et exclure l'autre. Cette exclusion est une erreur, une erreur possible cependant, et dont les conséquences, bien que nuisibles, sont supportables. Mais la prétention qu'on avait mise en avant de démonétiser tout l'argent du globe, sauf l'argent déjà monnayé par les quatre États et sauf les quantités fixées d'avance qu'on monnayerait chaque année, cette prétention était sans précédents. Pour la science, elle est inconcevable. La postérité ne croira pas qu'elle se soit produite.

L'argent monnayé vaut plus que le métal non monnayé. La fausseté de cette maxime a été dénoncée à toutes les époques de l'histoire ; les anciens rois qui l'ont pratiquée ont reçu et gardé le nom de faux monnayeurs.

Cependant ces anciens monarques réservaient au moins à l'État, qui se confondait avec leur personne, le profit de la monnaie altérée ; tandis qu'aujourd'hui l'injuste plus-value octroyée au métal monnayé par doses limitées, serait dévolue à des privilégiés de deux sortes : les petits, qui prendraient la tête de la queue au guichet de l'hôtel des Monnaies, et les gros, qui y feraient introduire leurs lingots par la porte de derrière.

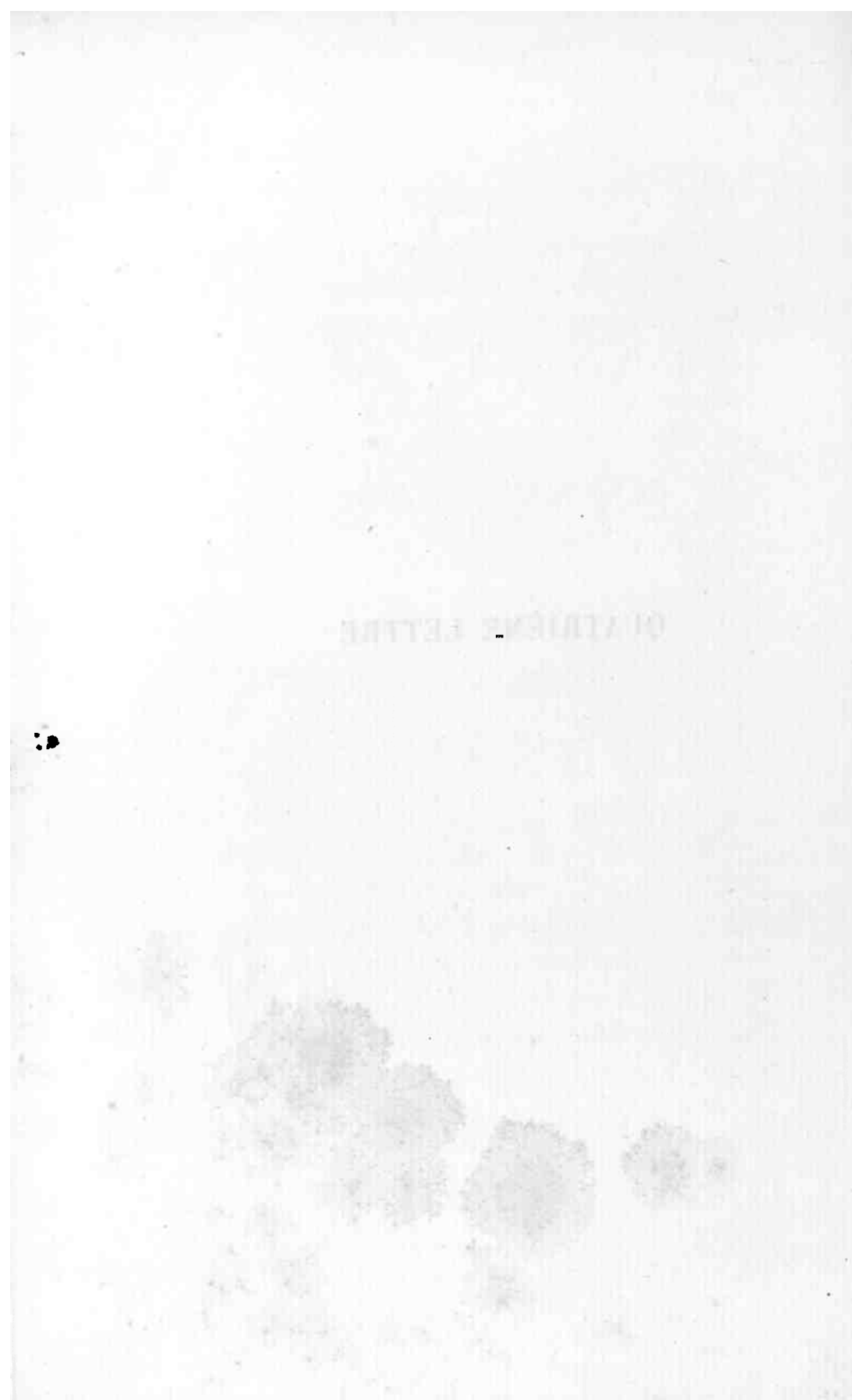
Agréez, etc.

P. S. — *L'Économiste anglais* d'hier, qui arrive de Londres à l'instant, annonce que le grand événement de la semaine est la forte hausse du métal argent par suite des demandes pressantes de l'Inde. L'argent regagne le terrain perdu, et il est près d'atteindre, sur le marché général, le taux d'option de la loi française : 15 1/2 poids d'argent pour un poids d'or.

La Chambre de commerce de Bordeaux vient d'écrire au Ministre des Finances une longue et remarquable lettre pour la défense de la monnaie bimétallique. C'est une importante voix de plus contre le bizarre système du monnayage limité.

H. C.

QUATRIÈME LETTRE



QUATRIÈME LETTRE

Paris, 1^{er} Février 1874.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Bimétallique est une dénomination dont je me sers pour désigner le régime monétaire qui admet les deux métaux : or et argent. *L'Économiste français* trouve que je viens d'emprunter cette *belle épithète* à M. de Laveley. Certes je ne rougirais pas d'emprunter à l'éminent professeur de l'université de Liège ; mais, pour être sincère, je dois dire que

j'emploie le mot bimétallique depuis longtemps.
(Voir le *Journal des Économistes*, janvier 1869.)

J'avoue que je répugne quelque peu à me servir du mot *étalon*, si mal introduit dans le langage monétaire par ceux qui voulaient, il y a quelques années, proscrire la monnaie d'or, et qui aujourd'hui crient anathème contre la monnaie d'argent.

Le mot *étalon* signifie « modèle de mesures conservé par le magistrat, et auquel les mesures des marchands doivent être conformes. » (*Dictionnaire de l'Académie.*)

La France est fière de posséder comme mesure linéaire le mètre. Il est dit que la longueur du mètre est la quarante-millionième partie de la circonférence terrestre; mais comme il n'est pas facile pour un chacun de vérifier la dimension du globe, et que toutes les fois qu'on le mesure on trouve une longueur différente, qu'a-t-on fait?

On a pris une barre de platine, métal très-inaltérable, ayant la longueur approximative du qua-

rante-millionième susdit ; on a déposé cette barre aux Archives et on a dit : Voilà le mètre. Tous les marchands qui mesureront avec des mètres plus courts que cette barre seront en contravention. La terre pourra changer de dimension, les astronomes lui trouveront dans dix ans une circonférence moindre, dans vingt ans une circonférence plus grande, rien n'y fera ; cette barre est l'*étalon* auquel les marchands doivent conformer leurs mètres.

Il est évident qu'il ne peut y avoir qu'un modèle ou étalon du mètre, celui déposé aux Archives. Il est absurde de penser que, pour n'importe quoi, il puisse y avoir deux étalons différents. Aussi les monométalliques se donnent le plaisir de nous porter, à nous bimétalliques, cette accusation, que nous sommes pour deux étalons. C'est une belle façon de nous faire passer pour des hommes absurdes.

L'introduction du mot *étalon* dans le langage monétaire, loin d'aider l'intelligence de l'élève par voie d'analogie, atteste qu'il y a confusion d'idées dans la tête du maître.

Grégoire veut un monarque, Martin veut deux consuls. Que Grégoire plaide sa cause, c'est juste ; mais qu'il n'espère point la gagner, parce qu'il sera venu répéter que Martin est un ignare partisan du double étalon, et lui, Grégoire un sage adepte de l'étalon unique. Les étalons n'ont rien à faire ici.

Ils n'ont rien à faire non plus en matière monétaire. Ni l'or ni l'argent ne sont des étalons ou modèles conservés par le magistrat : ce sont des biens, ayant valeur principalement parce qu'ils remplissent proprement l'importante fonction de monnaie, des biens qu'on donne et qu'on reçoit en échange d'autres biens. Contre un sac de blé on donne une pesée d'or ou une plus forte pesée d'argent, on peut même donner autre chose. Les coins de l'État ne font pas la valeur de la monnaie, ils en constatent seulement le poids et le titre ; nulle part on n'aperçoit un étalon quelconque.

On doit chercher si les hommes ont plus d'avantage à se servir, comme ils l'ont toujours fait, des deux métaux monétaires ou d'un seul. Voilà la question économique.

Les partisans de l'unicité paraissent se laisser guider par l'horreur que leur inspirent ces deux mots : double et étalon, qu'ils ont accouplés eux-mêmes. En métrologie, étalon veut dire modèle ; dans les choses monétaires, étalon n'exprime ni le vrai ni le faux ; il n'exprime rien.

D'après l'*Economiste français*, l'épithète *bimétallique* n'est pas belle. Soit ; mais que dire de la beauté de l'étalon simple et de l'étalon double ? Je n'espère point faire démonétiser ces ridicules locutions ; seulement je demande qu'on veuille bien tolérer l'emploi que je fais, pour désigner les deux écoles adverses, des adjectifs bimétallique et monométallique. Ils ne sont pas si mauvais.

On m'a adressé plusieurs objections ; je compte y répondre, mais je ne veux pas faire des lettres trop longues. A bientôt.

Agréez, etc.

CINQUIÈME LETTRE

CINQUIÈME LETTRE

Paris, 2 Février 1874.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

La Suisse est le pays le mieux constitué et le mieux gouverné. L'Europe ferait peut-être bien de s'annexer tout entière à la sage Helvétie. Loin de là, nous nous refusons à prendre exemple sur elle en rien, et nous avons attendu le jour où la Suisse se trompe pour l'applaudir et la suivre.

C'est la Suisse qui a donné l'alarme, c'est elle

qui a provoqué la conférence diplomatique, et c'est à elle qu'on doit la limitation du monnayage que vient de stipuler la convention du 31 janvier ⁽¹⁾.

Et dire que la Suisse, à part son billon, ne fabrique aucune monnaie, ni d'or ni d'argent ! Elle ne possède pas même de poinçons, et cependant elle a demandé et obtenu de monnayer en 1874 pour 8 millions de francs ! Va-t-elle commencer le monnayage juste au moment où la limitation entre en vigueur ?

Le royaume d'Emmanuel II, que les défaites grandissent, n'est pas tenu de signaler leurs fautes aux voisins. Ce royaume, encombré de papier-monnaie au rabais, a dû sourire de s'être vu convoquer pour prêter main-forte contre l'avalanche de la monnaie d'argent.

Habile comme toujours, la diplomatie de la maison de Savoie a laissé dire tout le mal possible de l'or blanc, mais elle a obtenu d'en frapper en

(¹) Voir, page 103, le texte de cette convention.

1874 autant que la France : 60 millions. Il est vrai que 20 millions doivent rester déposés à la banque d'Italie ; mais, puisqu'on ne doit pas y toucher, ces 20 millions auraient pu y rester à l'état de lingots, si M. Minghetti n'avait pas songé à les avoir tout prêts à l'état monnayé pour l'échéance de janvier 1875, date où la convention prend fin. La France aurait bien pu en demander autant.

La Belgique avait rendu une loi qui limite chez elle la fabrication de la monnaie d'argent, et, comme les particuliers ont le droit de refuser le numéraire des confédérés, et que la banque de Belgique, n'étant pas caisse publique, les refusait, la Belgique, même en admettant comme réel le péril redouté, était suffisamment à l'abri.

Sur quatre puissances : les deux toutes petites, Suisse et Belgique, affolées et disposées à vouer grande reconnaissance au gouvernement français s'il consentait à se lier les bras et les balanciers ; la seconde en importance, l'Italie, désintéressée, on peut bien le dire, dans les querelles métalliques,

mais prête à souscrire sans rancune un pacte comparativement lucratif pour elle ; et enfin la plus grande, la France, intéressée au plus haut degré à maintenir le renom du métal argent, qui doit permettre la levée du cours forcé du papier-monnaie ; — comment, en de telles circonstances, la France a-t-elle pu convoler à ces noces, par lesquelles elle aliène sa liberté d'action, s'interdit de faire des écus à volonté, et laisse vilipender ce métal qui devait être son salut !

Recherchez. Le ministère des finances a été froid, porté à l'abstention, parfois laissant voir le désir de tout rompre. Le ministère des affaires étrangères, au contraire, a été doux, chaud, désireux de faire des concessions, empressé et pressé de conclure. Grattez la convention, la politique en sortira.

Depuis que le gouvernement français avait pris le rôle de sauveur non-seulement de la société française, mais de toute la société européenne, l'Europe, il faut en convenir, se montrait peu satisfaite. Le ministère, dédaigneux de popularité en France, récoltait impopularité au dehors, même

chez les rois. En fait d'alliance ou sympathie, on ne gagnait que celle du pape ; et à chaque barette qu'il envoie, il faut inscrire au budget 10,000 francs l'an pour le préconisé, plus 45,000 francs d'installation.

Le terrain religieux est scabreux. Si l'on n'écrase pas l'infâme Voltaire, on indispose le Sacré-Cœur et on risque de se trouver sans majorité à la Chambre ; si l'on a trop de zèle catholique, on indispose tout le monde au dedans et tout le monde au dehors.

La piste du terrain économique est plus commode. L'Assemblée ne fera pas une question de gouvernement de la question métallique, et en lui présentant la convention on se montrera fier d'avoir concilié, rapproché, resserré les intérêts et rendu plus intime l'union avec trois États amis de la France ; on aura signé un traité à quatre. M. Thiers n'en a pas fait autant.

Si je n'avais pas trouvé cette explication du parti pris de sacrifice et d'abnégation avec lequel la

signature de la France est apposée à la convention du 31 janvier, je n'en aurais trouvé aucune.

La discussion renaîtra à l'Assemblée, car il faut une loi et pour limiter le monnayage et pour ratifier le traité.

Il est un savant parmi les députés, très-versé dans la science monétaire, M. Wolowski, l'économiste français dont les livres sont les plus instructifs. M. Wolowski avait sa place marquée au sein de la conférence; il n'a pas été appelé, peut-être parce qu'il ne siège pas à droite.

Il y aura une commission à nommer pour examiner le traité; M. Wolowski sera très-probablement de la commission et choisi comme rapporteur.

Son rapport fera entendre, je l'espère, les plus sages avertissements.

Les avertissements ne s'appellent prophéties que plus tard, quand, après avoir passé outre, le mal est devenu irréparable.

Agréez, etc.

SIXIÈME LETTRE

SIXIÈME LETTRE

Paris, 8 Février 1874.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

150,000 tonnes d'argent et près de 10,000 tonnes d'or, soit 30 milliards de francs d'argent et 30 milliards de francs d'or, en tout 60 milliards de francs : telle est la masse monétaire aujourd'hui possédée par les mortels.

5,940 milliards de francs : telle est, exprimée en bien-monnaie, la valeur de tous les autres biens

qui constituent en ce moment le patrimoine du genre humain.

Total général, 6,000 milliards de francs, dont un centième en bien-monnaie, et 99 centièmes en autres biens; tel est l'inventaire général du monde, c'est-à-dire de toute la propriété meuble ou immeuble reconnue par les codes.

Libre à tous de modifier ces chiffres. Les démonstrations qui vont suivre n'en seront point affaiblies.

Date mémorable! l'argent se démonétise... l'argent est démonétisé. Mais on ne rencontre pas 30 milliards d'or nouveau pour remplacer les 30 milliards d'argent démonétisé. Que va-t-il se passer?

Tous les prix baissent de moitié. De 6,000 milliards, l'évaluation de tous les biens de l'inventaire général tombe à 3,000. Ce n'est pas à dire qu'il y ait 3,000 milliards de perdus. Non, malgré le changement des prix, tous, nous possédons encore les

mêmes biens que nous possédions, et l'inventaire général se compose encore de 1 centième de monnaie et de 99 centièmes d'autres biens. De ce chef, aucune perte.

Les victimes de la démonétisation de l'argent n'en sont pas moins innombrables : ce sont tous les débiteurs. La disparition de l'argent nantirait immédiatement de double créance tous les créanciers, et toutes les dettes se trouveraient doublées. A contracter une dette quand le monde est estimé 6,000 milliards, et la payer quand, par suite de diminution de la masse monétaire, le monde est estimé 3,000 milliards, on paye double ; car la monnaie a doublé sa puissance acquérante, et il faut, pour s'en procurer, vendre deux fois plus de terres, de blé, d'étoffes, de n'importe quelle chose. Le débiteur subit par là une perte imméritée, et le créancier perçoit un injuste bénéfice.

Qu'importe? Périssent les débiteurs, plutôt qu'un principe, le principe du métal unique! On a donc passé outre. Le temps coule et avec le

temps la crise prend fin. Une fois les morts ensevelis, on se remettra à la tâche, les transactions reprendront; les besoins de la vie et l'amour du lucre ont fait de l'animal raisonnable l'être le plus infatigable.

A la rigueur, le monde humain peut s'accommoder d'une masse monétaire quelconque. Les prix se proportionnent à la masse monétaire réduite; on s'y habitue; la terrible secousse, déterminée par la disparition de l'argent, est oubliée, et l'on vit tranquillement sous le régime des 30 milliards d'or dans 3,000 milliards d'inventaire général.

Tout à coup une seconde Australie est découverte dont les mines émettent 30 nouveaux milliards d'or. Immédiatement tous les prix doublent, ils remontent au niveau d'avant la démonétisation de l'argent; la masse monétaire est une fois encore de 60 milliards et l'inventaire général de 6,000.

Cette fois, les ruinés ce sont les créanciers, les

favorisés sont les débiteurs. La moitié de chaque créance est perdue du moment que le débiteur s'acquitte avec de la monnaie qui a perdu moitié de sa puissance *libérante*.

Si on avait maintenu les 30 milliards d'argent, notre masse monétaire eût été de 60 milliards. Or la survenance des 30 milliards de monnaie nouvelle affecte beaucoup moins les prix, les créances et les dettes, quand elle vient s'ajouter à 60 milliards que quand, d'emblée, elle vient doubler les 30 milliards. Plus est considérable la masse monétaire, et moins elle est sensible aux inégalités qui surviennent dans la production de la matière monétaire.

En résumé, il suffit de maintenir l'argent pour s'épargner une crise immédiate et pour rendre moindres toutes les crises futures.

Carnivore, l'homme ne s'alimente pas d'une seule viande; frugivore, il se nourrit d'une variété infinie de végétaux. Pour se chauffer, il emploie tous les combustibles. Échangiste et marchand,

l'homme prend et se sert de toutes les monnaies qu'il rencontre dans la république minérale. N'a-t-il pas essayé du platine, de l'iridium, du rhodium? Ces corps ont été reconnus incapables au rôle monétaire. On y a renoncé, mais à regret, et aujourd'hui, par un coup de tête, on bannirait la monnaie d'argent!

Que n'avons-nous la fortune de posséder dix métaux monétaires! Les variations dans la valeur de la monnaie seraient presque impossibles.

La production d'un métal peut subitement s'accroître ou diminuer de beaucoup; mais pareil phénomène ne saurait arriver simultanément à dix métaux différents. Donc, avec dix métaux, les risques de crise sont neuf fois moindres qu'avec un seul métal.

La nature ne nous présente que deux métaux propres à la noble fonction de monnaie. C'est moins heureux que si elle en offrait dix, mais c'est plus heureux que d'en avoir un seul.

Les soubresauts de la puissance acquérante de la monnaie, les changements de prix, l'altération de toutes les obligations en cours, les crises épouvantables qui se déclarent quand la masse monétaire subit une forte variation en plus ou en moins, ne sont pas imaginaires. On les a vues dans l'ancienne Grèce, à l'arrivage de l'or asiatique ; à Rome, quand elle tirait des trésors métalliques de chez les vaincus ; lors des invasions barbares, que les métaux précieux disparaissaient et que les mines étaient abandonnées ; au xvi^e siècle, après que Christophe Colomb nous eut donné le Nouveau-Monde et ses filons.

De nos jours, l'or de la Californie et de l'Australie a déterminé une forte secousse ; mais elle a été mitigée par la présence de l'argent, qui a grandement neutralisé la dépréciation de l'or lui-même.

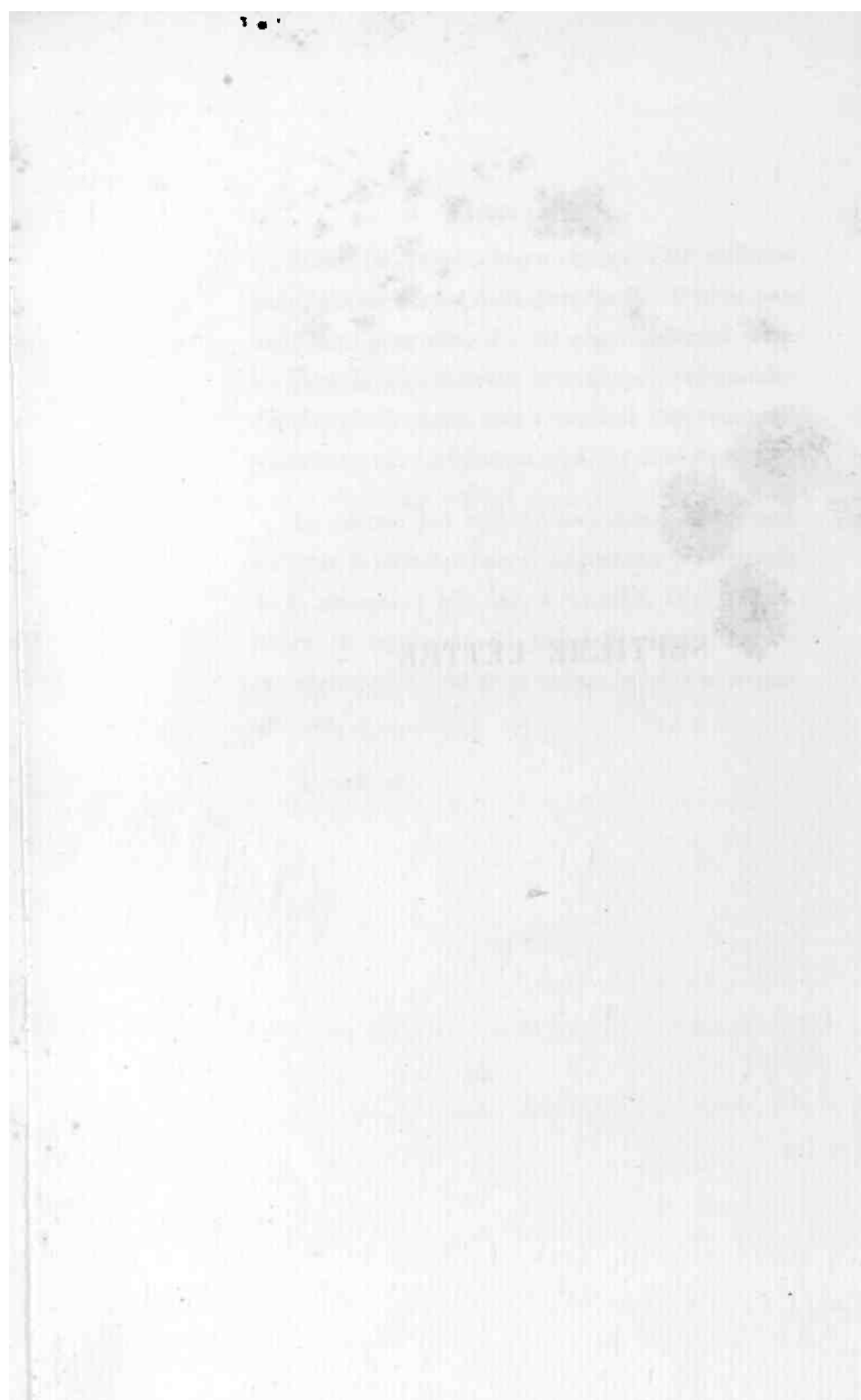
Plus nous allons et plus les engagements à long terme des États, des chemins de fer, des assurances, des particuliers sont colossaux. La France

est tenue de payer chaque année 750 millions pour intérêts sur sa dette perpétuelle. Il n'est pas indifférent pour elle, il n'est pas indifférent pour les innombrables porteurs de rente, petits et grands, d'avoir, elle à payer, eux à recevoir une monnaie soudainement renchérie ou soudainement dépréciée.

La science doit veiller à maintenir, du présent au futur, la même puissance acquérante et *libérante* de la monnaie : elle doit, à cet effet, faire reconnaître et confirmer au métal argent la dignité monétaire qu'il tient de la nature, ni plus ni moins que l'or.

Agréez, etc.

SEPTIÈME LETTRE



SEPTIÈME LETTRE

Paris, 11 Février 1874.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Il me reste à débattre le 15 1/2. C'est un fameux point. Parce qu'elle admet qu'on puisse fabriquer des francs d'or et des francs d'argent, ceux-ci pesant 15 fois 1/2 autant que ceux-là, l'école bimétallique est formellement accusée par

les monométalliques de pactiser avec l'arbitraire. Riche est le thème, on le développe :

« Oser avoir la pensée que le prix de l'or soit immuable, que la valeur de l'argent soit incommutable! Nulle part la nature n'a gravé ni écrit ce nombre fatidique de $15\frac{1}{2}$, et vous prétendez soumettre à ce nombre et la France et l'Union latine, et l'Europe et le monde! Daignez diriger vos pas vers le marché universel; vous y apprendrez que le kilogramme d'or a pu, peut et pourra valoir $15\frac{1}{4}$, $15\frac{1}{2}$ kilogrammes d'argent et même moins; vous y apprendrez que le kilogramme d'or a pu, peut et pourra valoir $15\frac{3}{4}$, 16 kilogrammes d'argent et plus; et vous vous cramponnez à votre $15\frac{1}{2}$ comme à un fétiche! Le commerce émancipé est en train de supplanter le commerce en laisse, désormais tous les prix sont libres, et vous en êtes encore à la tarification de l'or et de l'argent! Ni libéraux ni scientifiques, vous n'êtes que bimétalliques. »

Par son inanité, cette accusation fait pendant

à l'autre, que j'ai réfutée dans la quatrième lettre, et qui consistait à présenter les bimétalliques comme des êtres absurdes qui proclament la pluralité et la promiscuité des étalons.

Il est très-vrai que l'or et l'argent varient respectivement de valeur. Il est très-faux que l'école bimétallique veuille fixer de force la valeur de l'un et de l'autre métal.

Nombreuses sont les présomptions légales édictées par le code civil, et nombreux les cas où il ouvre des options. Celle qui suit est une option ouverte en vertu d'une présomption légale :

Toutes les fois que les parties n'ont pas stipulé en quel métal le paiement doit se faire, la partie payante aura la faculté de payer en francs d'or ou en francs d'argent, à son choix.

Trouvez-vous que le rapport de 15 1/2 est mauvais, contraire à la réalité, trop favorable au débiteur? il dépend de vous de l'éliminer. Les Américains, les Autrichiens, les Russes, les Italiens,

ont des dollars, des florins, des roubles, des livres en papier, et ils en ont en métal. Si aucune clause n'a été formulée, le débiteur s'acquittera en papier; mais si, malgré la circulation du papier, il vous a promis de vous payer en métal, vous serez payé en métal.

En pratique, personne ne songe, en présence de l'or et de l'argent, à prendre de semblables précautions. Pourquoi? Parce que tout le monde sait qu'il n'y a pas d'inconvénient à recevoir de l'or ou de l'argent, au choix de la partie payante.

C'est qu'en réalité le rapport entre la valeur des deux métaux précieux, sur le marché général, se tient habituellement près de $15 \frac{1}{2}$ d'argent pour 1 d'or. S'il s'en éloigne, le droit d'option, excitant la recherche du métal déprécié et l'offre du métal renchéri, a pour effet de ramener l'équilibre et de rendre insignifiantes les oscillations autour de $15 \frac{1}{2}$.

Au reste, le rapport $15 \frac{1}{2}$ n'a rien de cabalistique, comme se plaisent à le dire les monométalliques. On aurait aussi bien pu prendre $15 \frac{1}{4}$ ou

15, 15 3/4 ou 16. On aurait encore obtenu le même important résultat, c'est-à-dire : admission libre des deux métaux à circuler facilement comme monnaie, et par conséquent composition de la plus grande masse monétaire possible, ce qui est le meilleur préservatif contre les crises monétaires, ainsi que je l'ai expliqué dans mes lettres précédentes.

Conforme à la nature des choses et aux traditions les plus reculées, indiqué par la science expérimentale et par la science abstraite, ne violant aucun droit, aucune liberté, aucun principe, le régime bimétallique triomphera de tous les préjugés et de toutes les fausses réformes.

Alors, au lieu de réunir aujourd'hui des congrès pour démonétiser l'or, demain des congrès pour démonétiser l'argent, toujours dans l'illusion d'induire tous les peuples à n'avoir qu'un métal partout frappé au même module, et de créer ainsi une monnaie monométallique universelle, chose aussi impossible à réaliser et aussi peu désirable que n'est possible ou désirable l'invention d'une langue universelle

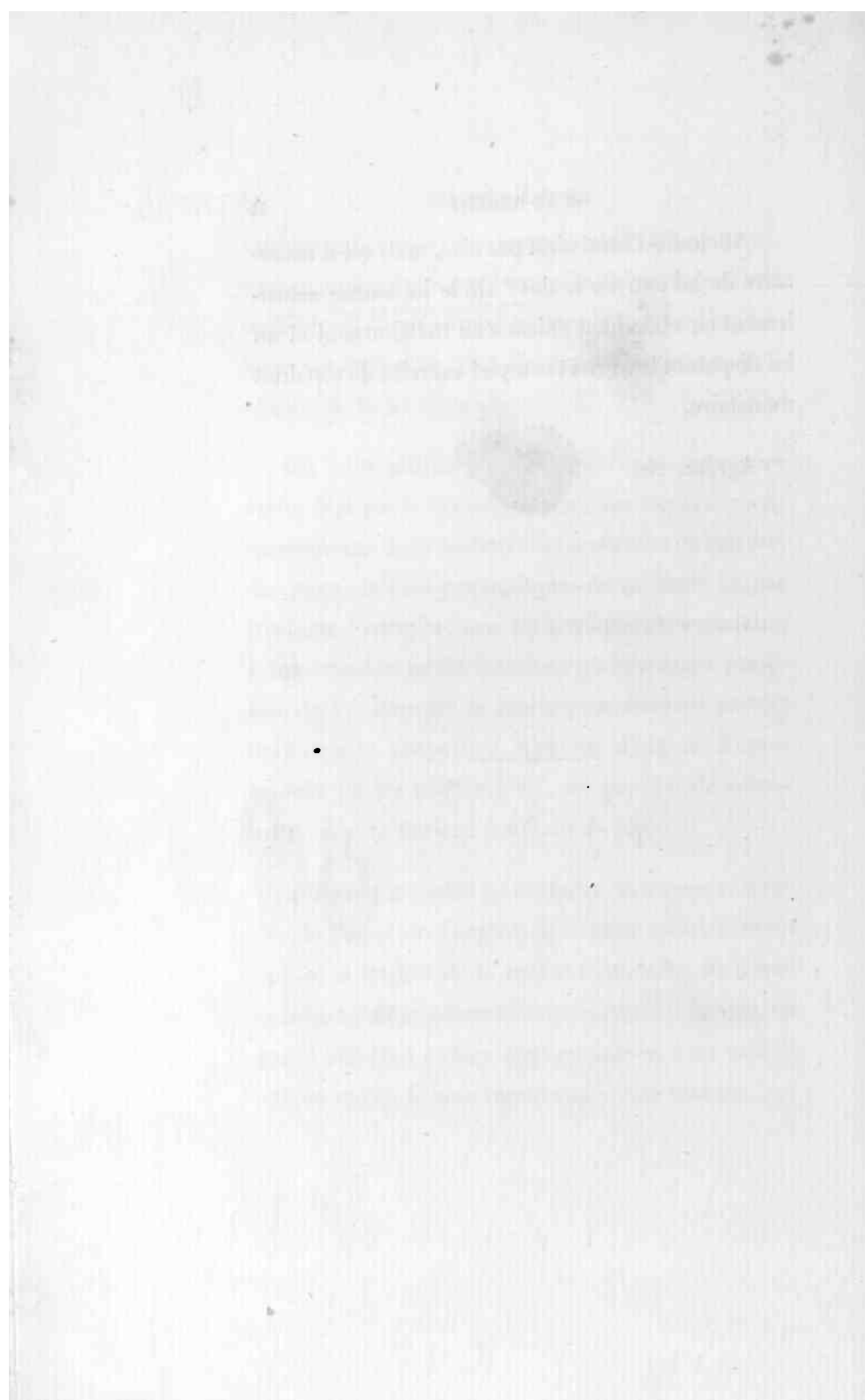
supprimant toutes les langues nationales ; alors, cessant enfin de poursuivre cette chimère, les États conféreront afin d'adopter partout le régime bimétallique sur le pied de 15 1/2, mais libre et tel qu'il résulte de la loi française.

On peut affirmer que l'uniformité monétaire existe déjà par le caractère monétaire généralement reconnu aux deux métaux. De mettre en circulation des pièces taillées par multiples de gramme ou par fractions d'once, la chose est absolument secondaire. L'important, c'est de tirer tous les avantages possibles de l'uniformité de matière en rendant partout uniforme la proportion d'or ou d'argent d'après laquelle (si les parties n'en ont pas décidé autrement) il sera partout facultatif de payer.

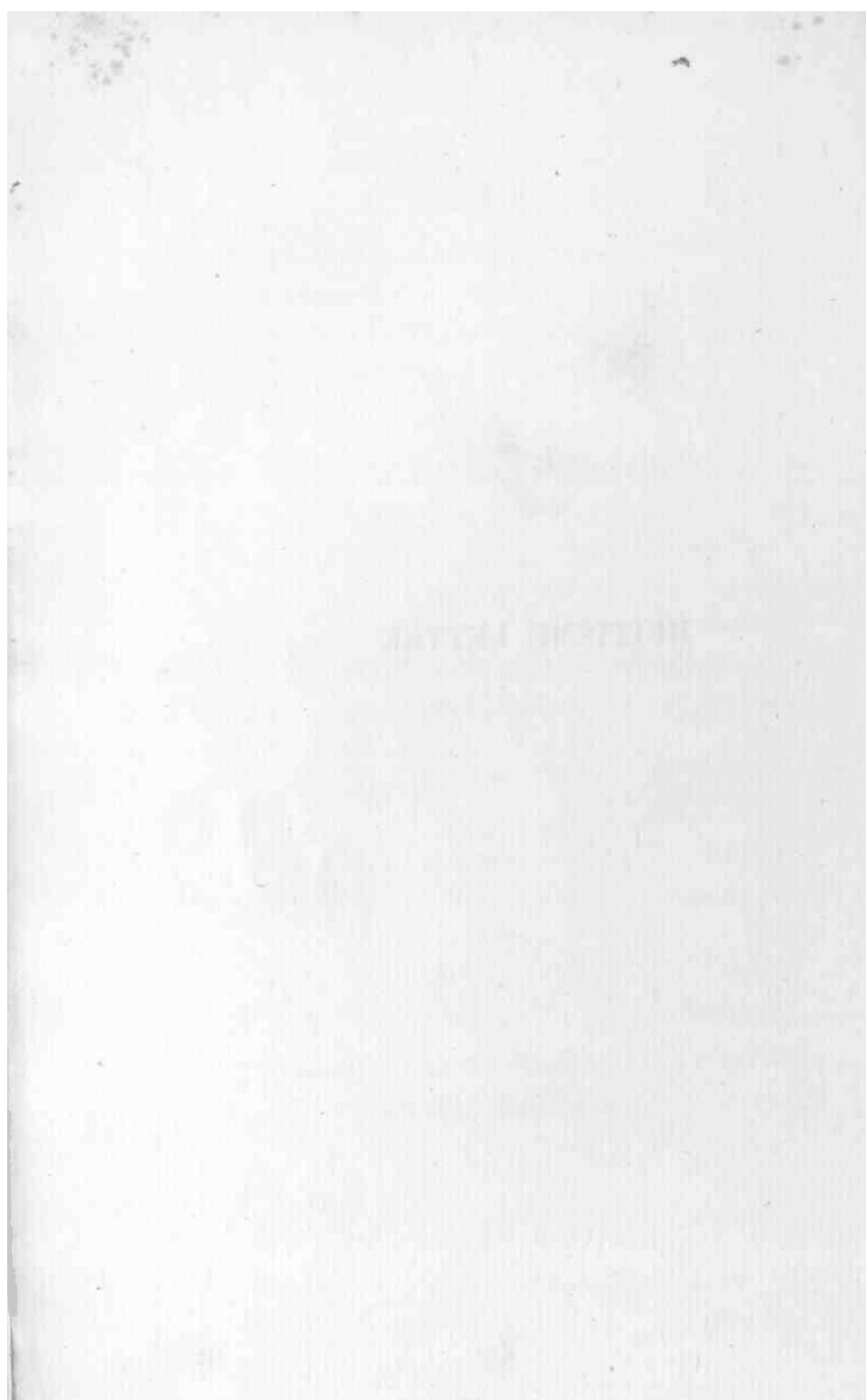
Alors, sous toutes les latitudes, la valeur respective de l'or et de l'argent deviendra spontanément fixe, et la totalité de la masse monétaire, bien que la nature y ait mis deux métaux, sera aussi homogène que si elle était entièrement composée d'un seul et unique métal. L'idéal monétaire serait réalisé.

Atteindre l'idéal n'est pas aisé, mais est-il nécessaire de lui tourner le dos ? On le lui tourne actuellement en cherchant chicane au métal argent et en lui disputant le libre et complet exercice de son droit monétaire.

Agréez, etc.



HUITIÈME LETTRE



HUITIÈME LETTRE

Paris, 20 Février 1874.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

L'histoire monétaire des États-Unis présente quatre phases :

1792. Phase bimétallique sur le pied de 15 d'argent pour 1 d'or.

1834. Phase bimétallique sur le pied de 16 d'argent pour 1 d'or.

1853. Phase monométallique d'or.

1862. Phase du papier-monnaie à cours forcé.

PREMIÈRE PHASE

La République fédérale venait d'être constituée et constituée pour toujours (1787). Le Congrès ne tarda pas à s'occuper des choses monétaires, mais c'est seulement en 1792 qu'une monnaie définitive fut établie pour l'Union.

Quelques voix s'étaient élevées en faveur du monométallisme ; mais Hamilton, l'éminent ministre que Washington avait placé aux finances, Hamilton fut résolument bimétallique. « En spoliant, disait-il, l'un des deux métaux de son office monétaire, en le réduisant à l'état de simple marchandise, on diminue la quantité du *medium* circulant, et on diminue l'utilité du métal qu'on repousse. » Le célèbre Jefferson, qui devint par la suite Président des États-Unis et qui était alors Ministre d'État, émit la même opinion. Le Congrès vota une loi bimétallique sur le

pied de 15, en vertu de laquelle on frappa des dollars d'or et des dollars d'argent, le dollar d'argent contenant de métal fin quinze fois autant que le dollar d'or.

Au moment où l'Amérique édictait cette loi, il ne circulait en France ni or ni argent, mais seulement du papier-monnaie à cours forcé. Le cours forcé ne fut aboli que plus tard sous le Directoire. Enfin parut la loi du 7 germinal an XI (28 mars 1803), qui fit fabriquer des francs d'or et d'argent, en place des anciens louis d'or et louis blancs.

Bimétalliques l'une et l'autre, la loi française et la loi américaine eurent entre elles cette différence, que la loi française édictait, de l'or à l'argent, la proportion de $15 \frac{1}{2}$, tandis que l'américaine avait établi 15. Cette différence eut pour conséquence de faire exporter l'argent de France en Amérique et l'or d'Amérique en France.

L'argent passait de France en Amérique, parce qu'aux États-Unis avec 15 pesées d'argent on payait autant qu'avec une pesée d'or, tandis qu'il en fal-

lait 15 1/2 en France. L'or passait des États-Unis en France, parce qu'une pesée d'or ne payait en Amérique que comme 15 pesées d'argent, tandis qu'elle payait en France comme 15 1/2. *

L'Angleterre, soumise, elle aussi, depuis longues années, au papier-monnaie, ne reprit les paiements métalliques que graduellement de 1816 à 1823, et, comme elle n'avait à sa portée que de l'or (l'argent était attiré en Amérique), elle ne frappa que de l'or : les livres sterling. Le monométallisme fut ainsi inauguré par les Anglais.

Mais il est à noter que l'établissement de l'or n'exigea aucun retrait d'espèces d'argent, il n'en existait point; et il est à noter que l'Angleterre laissa toujours subsister la circulation de l'argent dans son immense empire de l'Inde.

Loi américaine de 1792, loi française de 1803, loi anglaise de 1816 : ces trois lois consacrèrent la suppression du papier-monnaie, cette plaie que la guerre traîne avec elle. Les trois grandes nations

maritimes allaient être désormais toutes les trois en mesure de payer en métal sonnante.

On a vu plus haut que, par effet de sa proportion, $15 \frac{1}{2}$, la France attirait à elle l'or des États-Unis et qu'elle leur envoyait son argent. La loi anglaise, interdisant de frapper monnaie d'argent, déterminait, elle aussi, des demandes continues d'or, tellement que les Américains se plaignirent de rester sans or et demandèrent une réforme législative. Elle eut lieu en 1834.

DEUXIÈME PHASE

La réforme de 1834 consista à changer le 15 en 16. Il fallait désormais non plus 15 pesées d'argent, mais 16, pour fabriquer autant de dollars qu'avec une pesée d'or.

Pour arrêter la sortie de l'or et pour empêcher l'importation de l'argent, il aurait suffi de se mettre en équilibre avec la France en adoptant sa proportion de $15 \frac{1}{2}$. En prenant la proportion 16, le

but fut dépassé ; le mouvement des métaux en fut interverti. L'or, ne payant en France que comme 15 1/2 d'argent, passait en Amérique, où il payait comme 16 ; réciproquement l'argent quittait les États-Unis et venait sur le marché français. Aussi, on s'en souvient, avant l'irruption de l'or californien, il ne circulait en France que du numéraire d'argent.

Cette fois, c'est d'excès d'or que se plaint l'Amérique et de pénurie d'argent. Elle reçoit de l'or de ses propres gisements californiens et elle en reçoit des banquiers européens, qui persistent à y puiser de l'argent par l'efficacité du 15 1/2 opposé au 16. L'argent quitta si bien l'Amérique, que même les petites pièces divisionnaires finirent par manquer aux petites transactions. On fit une nouvelle réforme en 1853.

TROISIÈME PHASE

Il fallait à tout prix retenir la monnaie divisionnaire qu'on exportait. A cet effet, on décréta

en 1853 qu'elle serait frappée à bas titre (billon) et seulement pour compte de l'Etat ; qu'il en serait frappé une quantité restreinte, et que personne ne serait tenu d'en recevoir en paiement qu'une somme très-limitée. Ces mesures furent sages. L'Angleterre les avait adoptées en 1816 ; l'Union latine les fit siennes en 1865.

Si l'Amérique s'était bornée à créer son billon et qu'elle eût continué à frapper monnaie d'argent en adoptant la proportion française de 15 1/2, tout aurait été parfait. Au lieu de cela, elle statua qu'hormis le billon, elle ne frapperait plus de monnaie d'argent. C'était encore dépasser le but, c'était renoncer à l'utilité monétaire du métal argent, contrairement aux anciennes recommandations de Hamilton !

QUATRIÈME PHASE

Puis survint en 1860 l'épouvantable guerre de sécession. Quand le sang coule à torrents, le papier-monnaie, affreuse nécessité, ne manque

jamais d'apparaître. La guerre civile prit fin en 1865, mais le papier-monnaie n'a pas encore disparu; il ne forme cependant pas la totalité du médium circulant.

Sans parler de l'État de Californie, où le papier-monnaie n'a pas cours, il faut constater que le gouvernement fédéral perçoit en or tous les droits de douane, et que, même à l'intérieur, il paie en or les intérêts et l'amortissement de la dette publique. Par contre-coup, maints contrats sont stipulés en or, et tout banquier a deux caisses : l'une pour la monnaie de papier, l'autre pour la monnaie d'or. L'or joue un rôle encore si important, que l'État a formé un grand dépôt d'or, et que cette or circule sans se mouvoir, représenté qu'il est par des *billets dorés*, dont la somme ne dépasse jamais le montant du dépôt.

Nul doute que le cours forcé du papier-monnaie ne soit un mal; nul doute que ce ne sera un

beau jour pour l'Amérique que celui où elle s'en trouvera délivrée; nul doute non plus que la masse d'or restée en Amérique pour l'acquittement des droits de douane et pour le service de la dette publique ne soit une circonstance qui atténue la difficulté de la reprise des paiements en espèces.

Que faut-il pour que cette reprise ne se fasse pas trop attendre? Deux mesures, dont l'une dépend entièrement des Américains, et dont l'autre peut avoir son point de départ en France.

Le Congrès a consacré de fortes sommes à diminuer, par voie de rachat, le montant de sa dette à intérêt. L'opération est digne d'éloges; mais les éloges seraient encore plus mérités si, au lieu de diminuer sa dette à intérêt, l'Amérique s'occupait d'abord de diminuer celle sur laquelle on ne paie aucun intérêt, c'est-à-dire le papier-monnaie, car là est la dette la plus lourde et la plus périlleuse, celle qui compromet la solidité de toutes les transactions.

On peut objecter que l'extinction du papier-

jamais d'apparaître. La guerre civile prit fin en 1865, mais le papier-monnaie n'a pas encore disparu; il ne forme cependant pas la totalité du médium circulant.

Sans parler de l'État de Californie, où le papier-monnaie n'a pas cours, il faut constater que le gouvernement fédéral perçoit en or tous les droits de douane, et que, même à l'intérieur, il paie en or les intérêts et l'amortissement de la dette publique. Par contre-coup, maints contrats sont stipulés en or, et tout banquier a deux caisses : l'une pour la monnaie de papier, l'autre pour la monnaie d'or. L'or joue un rôle encore si important, que l'État a formé un grand dépôt d'or, et que cette or circule sans se mouvoir, représenté qu'il est par des *billets dorés*, dont la somme ne dépasse jamais le montant du dépôt.

Nul doute que le cours forcé du papier-monnaie ne soit un mal; nul doute que ce ne sera un

beau jour pour l'Amérique que celui où elle s'en trouvera délivrée; nul doute non plus que la masse d'or restée en Amérique pour l'acquittement des droits de douane et pour le service de la dette publique ne soit une circonstance qui atténue la difficulté de la reprise des paiements en espèces.

Que faut-il pour que cette reprise ne se fasse pas trop attendre? Deux mesures, dont l'une dépend entièrement des Américains, et dont l'autre peut avoir son point de départ en France.

Le Congrès a consacré de fortes sommes à diminuer, par voie de rachat, le montant de sa dette à intérêt. L'opération est digne d'éloges; mais les éloges seraient encore plus mérités si, au lieu de diminuer sa dette à intérêt, l'Amérique s'occupait d'abord de diminuer celle sur laquelle on ne paie aucun intérêt, c'est-à-dire le papier-monnaie, car là est la dette la plus lourde et la plus périlleuse, celle qui compromet la solidité de toutes les transactions.

On peut objecter que l'extinction du papier-

monnaie équivaut à une diminution du médium circulant, et qu'il n'est pas aisé de trouver l'or qu'il faudrait pour remplacer le papier-monnaie retiré. Mais cette objection suggère elle-même le remède, qui consiste à se servir du métal argent.

Les côtes du Pacifique américain produisent aujourd'hui de grandes quantités d'argent; on peut dire que l'Allemagne en produit par la démonétisation qu'elle opère des thalers et des florins d'argent. Pourquoi les États-Unis ne recommanderaient-ils pas à frapper des dollars d'argent?

Il ne suffirait pas, cela va sans dire, de frapper une plus grande quantité de monnaie divisionnaire. La monnaie divisionnaire, qui ne peut être qu'à bas titre et à laquelle, il y a trois mille ans, les Grecs avaient donné le nom de monnaie *familière*, pour indiquer que sa fonction est de circuler à l'intérieur pour les petits paiements, la monnaie divisionnaire ne peut pas paraître sur le marché général du monde et payer de nation à nation. Non, il faut que les États-Unis fabriquent de la

véritable monnaie d'argent, à l'instar des piastres mexicaines et des pièces de 5 francs.

Il ne faut pas non plus que l'Amérique réédite ni la proportion de 15 ni la proportion de 16 vis-à-vis de l'or; il faut qu'elle consente à laisser fabriquer des dollars d'argent pesant 15 fois $1/2$ autant que ses dollars d'or. Ce n'est pas à dire que 15 $1/2$ soit meilleur que 15 ou que 16, mais ce 15 $1/2$ est la proportion déjà en vigueur chez une grande nation. En l'adoptant, l'Amérique ne s'assujettirait à aucune refonte monétaire; tandis que si la France devait prendre 15 ou 16, elle serait forcée de refondre toutes les pièces de 5 francs, qui sont à 15 $1/2$.

Qu'on s'imagine la France et les États-Unis liés par un traité obligeant les deux nations à frapper or et argent sur le pied de 15 $1/2$. Quels résultats! La reprise des paiements en métal devient facile et en France et en Amérique; la valeur comparative de l'or et de l'argent devient à peu près fixe dans le monde; l'adhésion des autres

nations, de l'Angleterre peut-être et de l'Allemagne elle-même, devient probable; tous les États s'accordant pour utiliser rationnellement la totalité de deux métaux précieux que la main de l'homme ne cesse d'arracher aux entrailles de la terre!

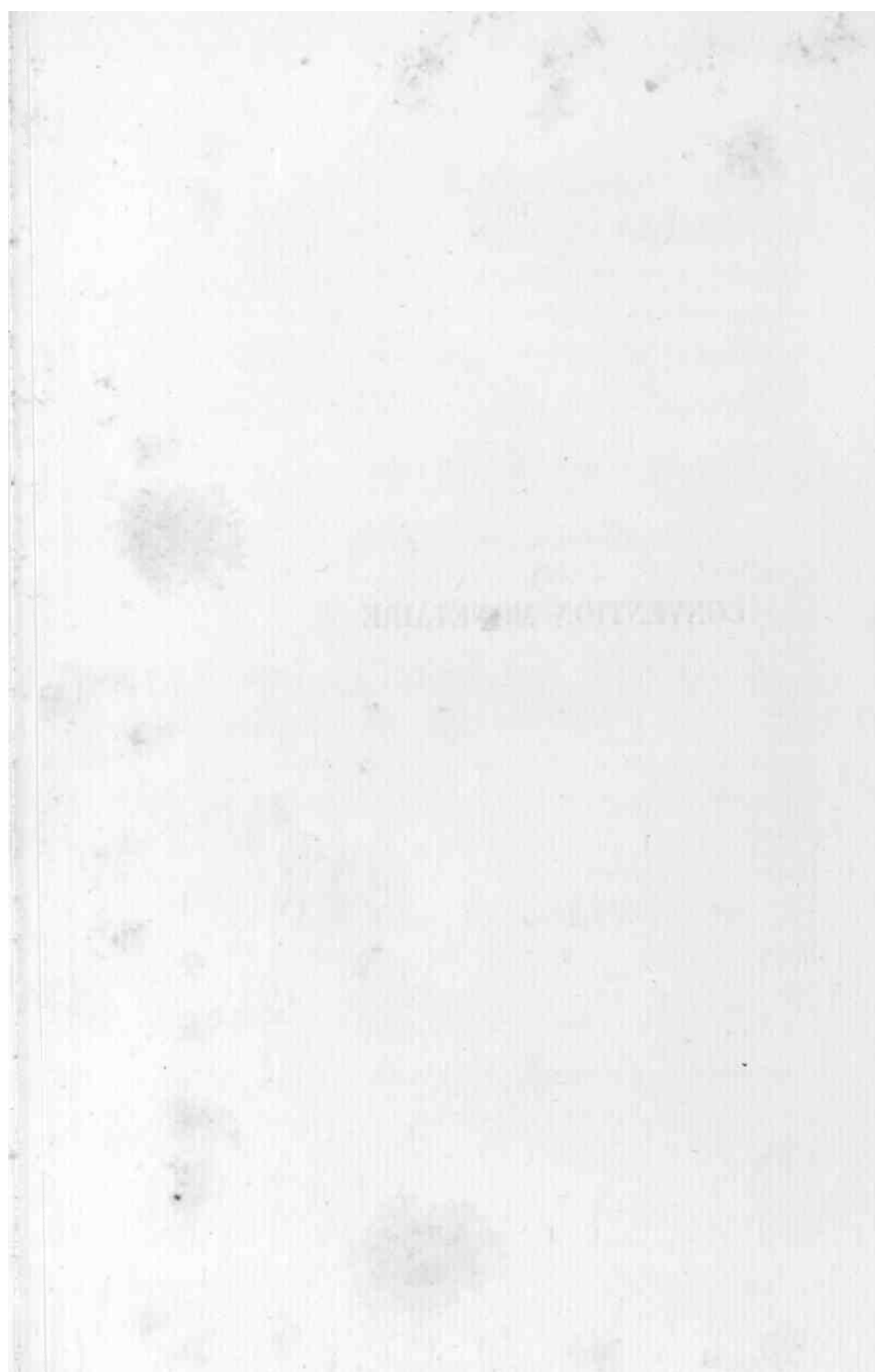
Tant que la France a demandé aux grandes nations de refondre leur monnaie et de fabriquer partout, comme monnaie universelle, soit des francs, soit des pièces d'or de 10 grammes, elle demandait l'impossible. Les francs et les grammes n'ont été acclimatés que dans les pays où ils furent apportés avec les baïonnettes et les canons. A moins d'être soumis par les armes, les peuples gardent leur manière de mesurer, de peser, de compter, comme ils gardent leurs langues.

Démontrer aux États-Unis qu'il y a intérêt majeur pour eux, et pour la France, et pour le monde entier, à ce qu'ils frappent des dollars d'argent en même temps que des dollars d'or, leur démontrer que la proportion de 15 1/2 ne comporte aucun sacrifice pour eux, tandis que toute

autre proportion serait très-coûteuse et irréalisable pour la France, c'est là une négociation qu'on peut entamer sans crainte de froisser, sans danger de paraître prétentieux, et avec l'espoir du succès.

Agréez, etc.

CONVENTION MONÉTAIRE



CONVENTION MONÉTAIRE

CONCLUE LE 23 DECEMBRE 1865

ARTICLE PREMIER. = 1

La France, la Belgique, l'Italie et la Suisse sont constituées à l'état d'Union pour ce qui regarde le poids, le titre, le module et le cours de leurs espèces monnayées d'or et d'argent.

(Il n'est rien innové, quant à présent, dans la législation relative à la monnaie de billon, pour chacun des quatre États.) *manca*

ART. 2. = 2

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne fabri-

quer ou laisser fabriquer, à leur empreinte, aucune monnaie d'or dans d'autres types que ceux des pièces de cent francs, de cinquante francs, de vingt francs, de dix francs et de cinq francs, déterminés, quant au poids, au titre, à la tolérance et au diamètre, ainsi qu'il suit :

NATURE DES PIÈCES	POIDS		TITRE		DIAMÈTRE
	POIDS DROIT	TOLÉRANCE DE POIDS tant en dehors qu'en dedans	TITRE DROIT	TOLÉRANCE DU TITRE tant en dehors qu'en dedans	
	francs	grammes	millièmes	millièmes	millimètres
Or.	100	32.258 06	900	2	35
	50	16.129 03			28
	20	6.451 61			21
	10	3.225 80			19
	5	1.612 90			3 5

Elles admettront sans distinction dans leurs caisses publiques les pièces d'or fabriquées sous les conditions qui précèdent, dans l'un ou l'autre des quatre États, sous réserve, toutefois, d'exclure les pièces dont le poids aurait été réduit par le frai d'un demi pour cent au-dessous des tolérances indiquées ci-dessus, ou dont les empreintes auraient disparu.

ART. 3. — 3

Les Gouvernements contractants s'obligent à ne fabriquer ou laisser fabriquer des pièces d'argent de cinq francs que dans les poids, titre, tolérance et diamètre déterminés ci-après :

POIDS		TITRE		DIAMÈTRE
POIDS DROIT	TOLÉRANCE DE POIDS tant en dehors qu'en dedans	TITRE DROIT	TOLÉRANCE DU TITRE tant en dehors qu'en dedans	
25 grammes	3 millièmes	900 millièmes	2 millièmes	37 millimètres

Ils recevront réciproquement lesdites pièces dans leurs caisses publiques, sous la réserve d'exclure celles dont le poids aurait été réduit par le frai de un pour cent au-dessous de la tolérance indiquée plus haut, ou dont les empreintes auraient disparu.

ART. 4. — 4

Les Hautes Parties contractantes ne fabriqueront désormais de pièces d'argent de deux francs, de un franc, de cinquante centimes et de vingt centimes que dans les con-

ditions de poids, de titre, de tolérance et de diamètre déterminées ci-après :

NATURE DES PIÈCES	POIDS		TITRE		DIAMÈTRE
	POIDS DROIT	TOLÉRANCE DE POIDS tant en dehors qu'en dedans	TITRE DROIT	TOLÉRANCE DU TITRE tant en dehors qu'en dedans	
fr. c.	grammes	millièmes	millièmes	millièmes	millimètres
Argent { 2 »	10 00	5	835	3	27
1 »	5 00				23
» 50	2 50	7			18
» 20	1 00	10			16

Ces pièces devront être refondues par les Gouvernements qui les auront émises, lorsqu'elles seront réduites par le frai de cinq pour cent au-dessous des tolérances indiquées ci-dessus, ou lorsque leurs empreintes auront disparu.

ART. 5.

Les pièces d'argent de deux francs, de un franc, de cinquante centimes et de vingt centimes, fabriquées dans des conditions différentes de celles qui sont indiquées en l'article précédent, devront être retirées de la circulation avant le 1^{er} janvier 1869.

Ce délai est prorogé jusqu'au 1^{er} janvier 1878 pour les pièces de deux francs et de un franc émises en Suisse, en vertu de la loi du 31 janvier 1860.

ART. 6.

Les pièces d'argent fabriquées dans les conditions de l'article 4 auront cours légal, entre les particuliers de l'État qui les a fabriquées, jusqu'à concurrence de cinquante francs pour chaque paiement.

L'État qui les a mises en circulation les recevra de ses nationaux sans limitation de quantité.

ART. 7.

Les caisses publiques de chacun des quatre Pays accepteront les monnaies d'argent fabriquées par un ou plusieurs des autres États contractants, conformément à l'article 4, jusqu'à concurrence de cent francs pour chaque paiement fait auxdites caisses.

Les Gouvernements de Belgique, de France et d'Italie recevront dans les mêmes termes, jusqu'au 1^{er} janvier 1878, les pièces suisses de deux francs et de un franc émises en vertu de la loi du 31 janvier 1860, et qui sont assimilées / sous tous les rapports, pendant la même période, aux pièces fabriquées dans les conditions de l'article 4.

Le tout sous les réserves indiquées en l'article 4, relativement au frai.

ART. 8. = 7 d.

Chacun des Gouvernements contractants s'engage à reprendre des particuliers ou des caisses publiques des autres États les monnaies d'appoint en argent qu'il a émises et à les échanger contre une égale valeur de monnaie courante (pièces d'or ou pièces de cinq francs d'argent), à condition que la somme présentée à l'échange ne sera pas inférieure à cent francs. Cette obligation sera prolongée pendant deux années, à partir de l'expiration du présent traité.

ART. 9. = 10 d.

Les Hautes Parties contractantes ne pourront émettre des pièces d'argent de deux francs, de un franc, de cinquante centimes et de vingt centimes, frappées dans les conditions indiquées par l'article 4, que pour une valeur correspondant à six francs par habitant.

Ce chiffre, en tenant compte des derniers recensements effectués dans chaque État et de l'accroissement présumé de la population jusqu'à l'expiration du présent Traité, est fixé :

Pour la France, à	239,000,000 francs.	240
Pour la Belgique, à.	32,000,000	— 83 m.

Pour l'Italie, à 141,000,000 francs.

Pour la Suisse, à 17,000,000 —

170 millions
18

Sont imputées sur les sommes ci-dessus, que les Gouvernements ont le droit de frapper, les valeurs déjà émises :

Par la France, en vertu de la loi du 25 mai 1864, en pièces de cinquante centimes et de vingt centimes, pour environ seize millions ;

Par l'Italie, en vertu de la loi du 24 août 1862, en pièces de deux francs, un franc, cinquante centimes et vingt centimes, pour environ cent millions ;

Par la Suisse, en vertu de la loi du 31 janvier 1860, en pièces de deux francs et de un franc, pour dix millions cinq cent mille francs.

ART. 10. —

Le millésime de fabrication sera inscrit désormais sur les pièces d'or et d'argent frappées dans les quatre États.

ART. 11. — 12 *hundred and twelve*

Les Gouvernements contractants se communiqueront annuellement la quotité de leurs émissions de monnaies d'or et d'argent, l'état du retrait et de la refonte de leurs anciennes monnaies, toutes les dispositions et tous les documents administratifs relatifs aux monnaies.

Ils se donneront également avis de tous les faits qui intéressent la circulation réciproque de leurs espèces d'or et d'argent. /

ART. 12. = 13 *parti*

Le droit d'accession à la présente Convention est réservé à tout autre État qui en accepterait les obligations et qui adopterait le système monétaire de l'Union, en ce qui concerne les espèces d'or et d'argent.

ART. 13. = 14

L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente Convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de celles des Hautes Parties contractantes qui sont tenues d'en provoquer l'application, ce qu'elles s'obligent à faire dans le plus bref délai possible.

ART. 14. = 15

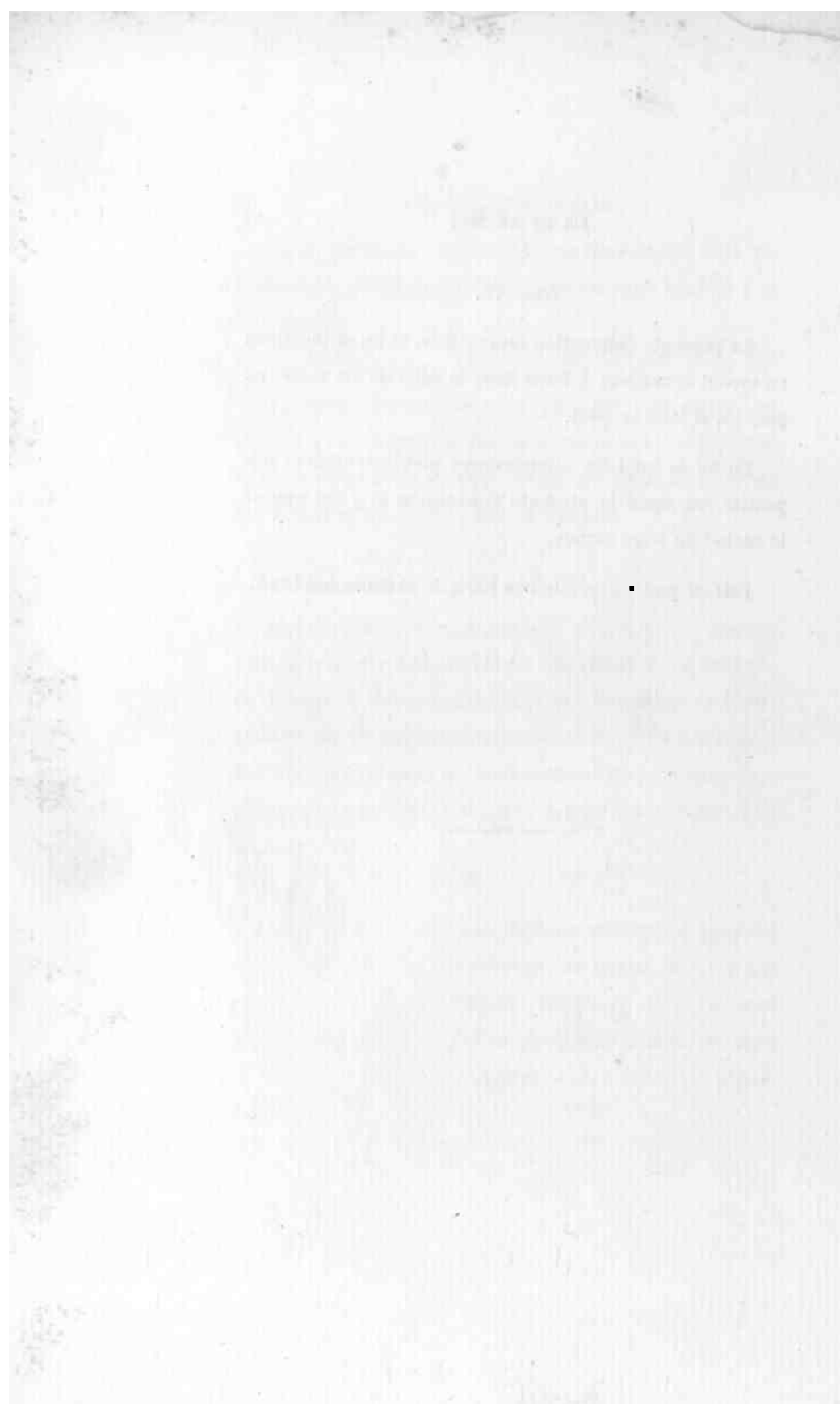
La présente Convention restera en vigueur jusqu'au 1^{er} janvier 1880. Si, un an avant ce terme, elle n'a pas été dénoncée, elle demeurera obligatoire de plein droit pendant une nouvelle période de quinze années, et ainsi de suite, de quinze ans en quinze ans, à défaut de dénonciation.

ART. 15. = 10

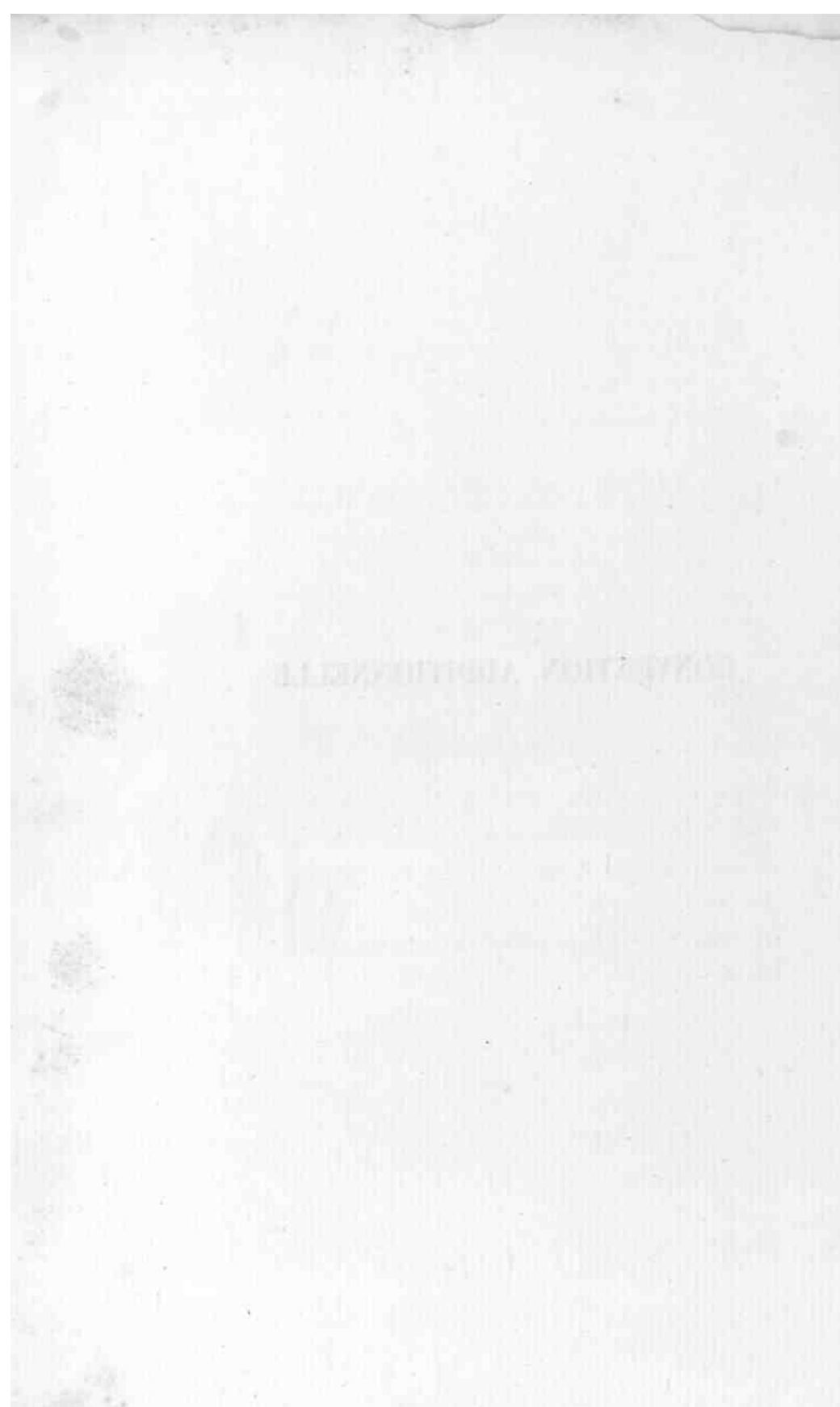
La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de six mois, ou ^(otto) plus tôt si faire se peut. *(nulla No)*

En foi de quoi les commissaires plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en quatre expéditions à Paris, le 23 décembre 1865.



CONVENTION ADDITIONNELLE



CONVENTION ADDITIONNELLE

DU 31 JANVIER 1874

ARTICLE PREMIER.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, pour l'année 1874, à ne fabriquer ou à ne laisser fabriquer de pièces d'argent de 5 francs, frappées dans les conditions déterminées par l'article 3 de la Convention du 23 décembre 1865, que pour une valeur n'excédant pas les limites suivantes, savoir :

Pour la Belgique.	12 millions.
Pour la France.	60 —
Pour l'Italie.	40 —
Pour la Suisse.	8 —

Sont imputés sur les sommes ci-dessus fixées, les bons de monnaie délivrés au 31 décembre 1873, savoir :

Par la Belgique, pour une valeur de 5,900,000 francs;
Par la France, pour une valeur de 34,968,000 francs;
Par l'Italie, pour une valeur de 9,000,000 de francs.

ART. 2.

En dehors du contingent fixé par l'article précédent, le Gouvernement de S. M. le roi d'Italie est autorisé à laisser fabriquer pendant l'année 1874, pour le fonds de réserve de la Banque nationale d'Italie, une somme de 20,000,000 de francs en pièces d'argent de 5 francs.

Ces pièces devront rester déposées, sous la garantie du Gouvernement italien, dans les caisses de la Banque nationale d'Italie, jusqu'après la réunion de la conférence monétaire stipulée par l'article suivant.

ART. 3.

Dans le courant du mois de janvier 1875, il sera tenu à Paris une conférence monétaire entre les délégués des Hautes Parties contractantes.

ART. 4.

La clause insérée dans l'article 12 de la Convention

du 23 décembre 1865, relativement au droit d'accession, est complétée par la disposition suivante :

L'accord des Hautes Parties contractantes est nécessaire pour que les demandes d'accession soient admises ou rejetées.

ART. 5.

La stipulation contenue dans l'article 4 aura la même durée que la Convention du 23 décembre 1865.

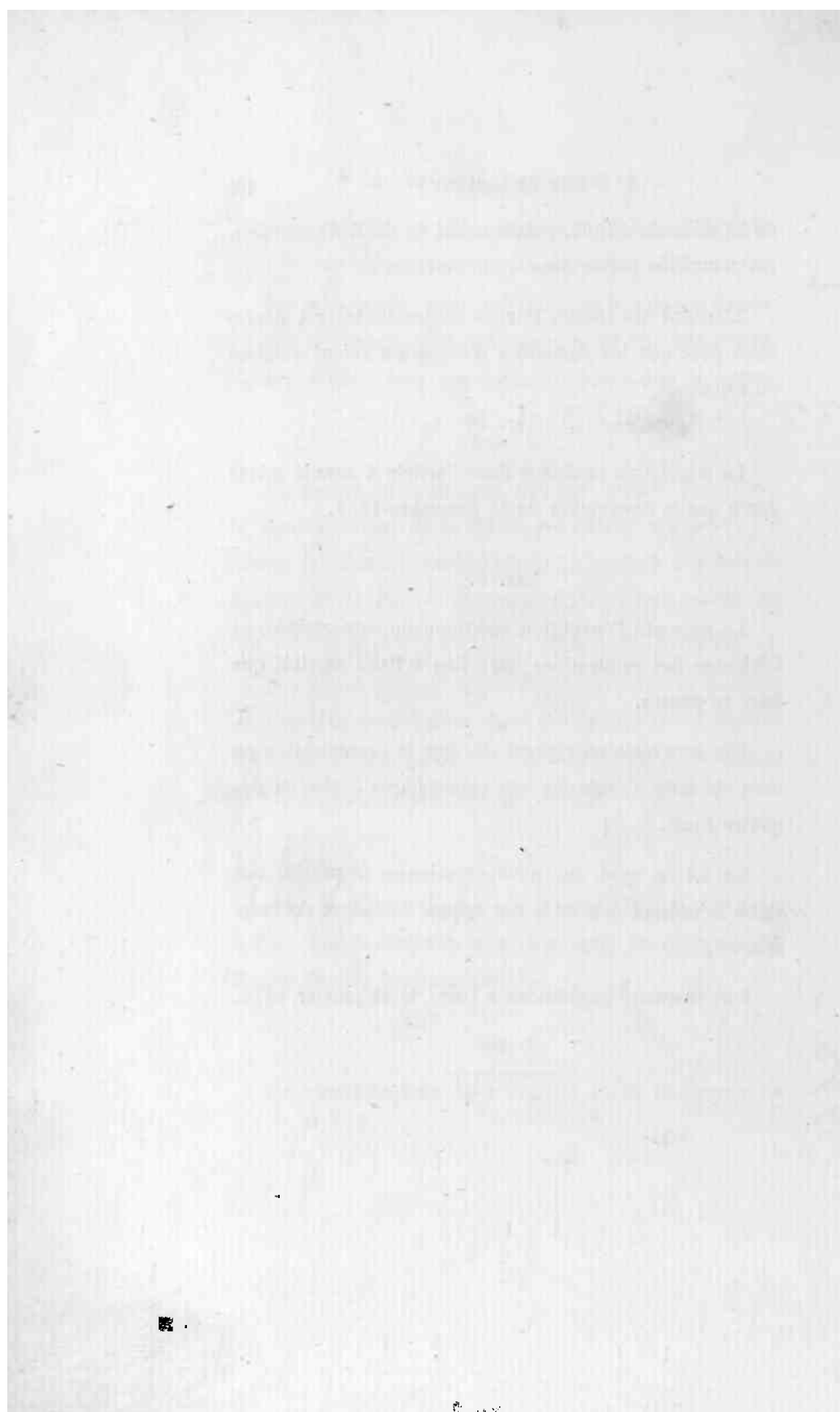
ART. 6.

La présente Convention additionnelle sera ratifiée, et l'échange des ratifications aura lieu à Paris aussitôt que faire se pourra.

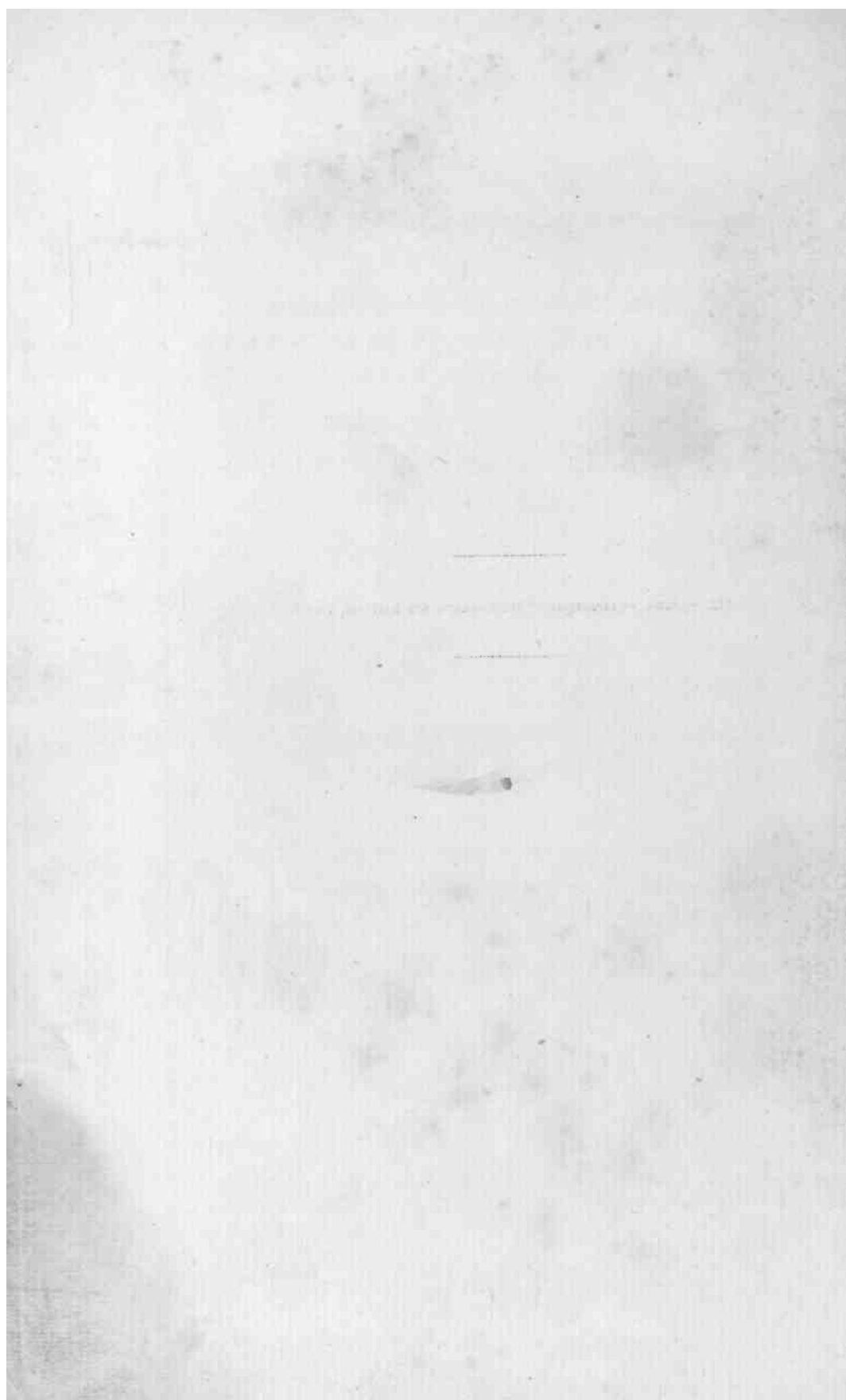
Elle sera mise en vigueur dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des quatre États.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent acte et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en quatre expéditions à Paris, le 31 janvier 1874.



319. — PARIS. — IMPRIMERIE V^e ÉTHIQU-PÉROU, RUE DAMIETTE, 2 ET 4.



LA QUESTION MONÉTAIRE

EN ALLEMAGNE

(Extrait du SIECLE)

Quand le régime politique d'un pays vient à se modifier, son régime monétaire ne peut manquer d'être lui-même plus ou moins modifié.

A l'avènement de Victor-Emmanuel comme roi d'Italie, on supprima les anciennes monnaies lombardes, toscanes, romaines et napolitaines; à l'avènement de Guillaume comme empereur d'Allemagne, on a décrété la suppression des différents systèmes monétaires du Midi et du Nord. En Italie, on ne frappe plus qu'une monnaie : la lire italienne portant la croix de Savoie; en Allemagne, on ne fabriquera plus que des mares portant l'aigle impériale.

Mais, tandis que l'Italie, tout en édictant l'uniformité monétaire, sanctionnait le système bimétallique, qui reconnaît comme monnaie légale l'argent aussi bien que l'or, l'Allemagne, au moment où elle introduisait l'uniformité monétaire, voulut autre chose : elle voulut démonétiser le métal argent, qui cependant circulait presque seul, et n'avoir pour unique monnaie légale que les mares d'or, qu'elle allait battre avec l'indemnité de guerre due par la France.

Le programme bimétallique a été réalisé en Italie. Le programme monométallique sera-t-il réalisé en Allemagne?

Le gouvernement impérial s'est mis à l'œuvre avec ardeur. En quatre ans, il a :

1° Émis en pièces de 20 et 10 mares pour douze cents millions de mares d'or (le marc contient un franc vingt-trois centimes et demi d'or) :

2° Poussé très-avant la fabrication de la nouvelle monnaie d'appoint (argent à bas titre, nickel, cuivre), qui, à raison de 12 mares 1/2 par habitant, doit remplacer les anciens billons qu'on refond ;

3° Mis hors de cours les monnaies autrichiennes, hollandaises et françaises, qui circulaient en grande quantité ;

4° Retiré de la circulation la presque totalité des florins et autres pièces d'argent du Sud et des villes Anséatiques.

Tout ceci étant fait, une seule opération resterait à effectuer : le retrait de la plus importantes des pièces d'argent, le thaler. Or la somme de thalers à retirer s'élève à deux cents millions (740 millions de francs), et les plus chauds promoteurs du monométallisme reconnaissent eux-mêmes que c'est une affaire bien ardue que de démonétiser une telle masse de métal.

Où placer, où expédier tout cet argent ?

L'Angleterre et les États-Unis n'admettent jusqu'ici que l'or comme monnaie légale, par conséquent ces pays ne peuvent absorber l'argent provenant des thalers allemands.

La France, l'Italie, la Belgique et la Suisse, c'est-à-dire l'Union latine, bien qu'en possession du régime bimétallique, se sont coalisées pour empêcher que les Allemands ne viennent chez elles faire convertir en pièces de 5 francs leurs thalers, et dans ce but elles ont, d'un commun accord, suspendu l'ancienne liberté du monnayage de l'argent.

L'Autriche et la Russie sont vouées, par état chronique, au papier-monnaie ; elles ne peuvent songer à acquérir l'argent allemand.

Restent la Chine et l'Inde. Là on n'emploie pas la monnaie d'or, les paiements s'y font en argent ; mais ces pays n'ont pas de fortes créances ni sur l'Allemagne ni sur l'Europe, et par suite on ne peut y envoyer de fortes sommes d'argent. Il faudrait imaginer une grande bataille perdue par l'Allemagne et gagnée par les Chinois, et les Allemands tenus de payer à la Chine une forte indemnité, pour que l'émigration de l'argent de Berlin à Pékin devînt possible.

Mais, si l'écoulement de l'argent est si difficile, l'achat de l'or, qui devrait le remplacer ne l'est pas moins.

Londres, le grand marché des métaux précieux, ne peut fournir que de l'or californien et australien, au fur et à mesure des arrivages ; si on voulait attaquer le stock habituel, dont les Anglais ont eux-mêmes un besoin absolu, on provoquerait une crise épouvantable sur le marché anglais, crise qui se propagerait immédiatement dans toute l'Europe. Que de ruines, que de désastres !

Faut-il parler des pertes énormes qu'avant d'avoir provoqué ces ruines et ces désastres, le gouvernement allemand s'imposerait inévitablement, s'il continue à offrir de fortes sommes d'argent et à demander de fortes sommes d'or ? Offert, le métal argent se déprécie de plus en plus ; demandé, l'or renchérit d'autant. C'est par millions que le budget de l'empire aurait à chiffrer ses pertes.

Ces difficultés, le ministère de l'empire les a prévues. Aussi, tout en décrétant qu'à partir du 1^{er} janvier 1876 on ne compterait plus nulle part ni en florins ni en thalers, mais en marcs exclusivement, a-t-il fait cette grande restriction, que les thalers seront maintenus dans la circulation, qu'ils seront censés être de l'or, que chaque thaler vaudra trois marcs.

On le voit, le gouvernement se donne du temps, il espère pouvoir démonétiser avec lenteur ; mais la démonétisation lente suscite elle-même un inconvénient grave : elle détermine l'exportation de l'or. En voici la raison :

Depuis que la démonétisation est commencée, l'argent, toujours offert au dehors, ne fait que baisser, tandis que la valeur du thaler ne baisse pas à l'intérieur, vu que le thaler y circule légalement comme l'équivalent de trois marcs d'or. C'est pourquoi, lorsque les banquiers ont à faire des paiements à l'étranger, ils se gardent bien d'y envoyer des thalers ; ils expédient des marcs d'or, et réservent les thalers pour payer à l'intérieur. Le gouvernement rachète l'or à l'étranger et l'importe, les banquiers l'exportent : c'est le travail de Pénélope sans l'arrivée d'Ulysse. Déjà deux cents millions de marcs ont pris le chemin de l'étranger : c'est le sixième de la quantité fabriquée.

En résumé, on a dû renoncer à la démonétisation rapide, et le succès de la démonétisation lente est plus que douteux.

Telle est la situation. Avant de formuler les réflexions qu'elle suggère pour l'avenir, il convient de dire ce que c'est que la nouvelle unité monétaire d'Allemagne, le marc d'or.

Quand l'empire prit la résolution de convertir la circulation d'argent en circulation d'or, il dut nécessairement, et comme point de départ, établir entre les deux métaux un tarif de conversion, c'est-à-dire déterminer contre combien de pesées d'argent on livrerait une pesée d'or. Le tarif fut fixé à $15 \frac{1}{2}$, ce qui signifie que le possesseur de monnaie d'argent, forcé par la loi de s'en dessaisir, aurait droit, en apportant $15 \frac{1}{2}$ poids d'argent monnayé aux caisses de l'État, de recevoir en échange un poids d'or monnayé.

On a eu raison de prendre cette proportion de $15 \frac{1}{2}$; elle concordait alors avec la valeur respective des deux métaux sur le marché général et avec l'antique proportion qui existe légalement en France, en Italie, en Belgique et en Suisse entre les francs d'or et les francs d'argent.

La proportion $15 \frac{1}{2}$ une fois adoptée, il importait que la valeur de l'unité monétaire d'or qu'on allait créer sous le nom de marc fût telle que l'échange de l'ancien numéraire contre le nouveau ne donnât lieu à aucun calcul long et compliqué. Il fallait à cet effet que, sans sortir du taux $15 \frac{1}{2}$, la valeur du marc fût contenue en nombre exact de fois dans la valeur du thaler, du thaler qui était la plus importante et la plus répandue des pièces d'argent.

C'est ce qu'on fit.

Si vous multipliez par $15 \frac{1}{2}$ le poids du marc, vous obtenez le poids exact du tiers d'un thaler, et l'opération d'échanger des thalers contre des marcs ne saurait être plus simple. Pas de fractions, pas d'appoints à rendre. Contre chaque thaler présenté, la caisse publique doit livrer trois marcs d'or.

Le marc d'or étant ainsi constitué, mais les thalers d'argent devant jusqu'à nouvel ordre continuer à circuler, on ne peut nier qu'à partir du 1^{er} janvier 1876, il y aura une circulation composée de marcs d'or et de marcs d'argent, ceux-ci contenant $15 \frac{1}{2}$ fois autant de métal fin que ceux-là.

Ce sera exactement comme en France, où les francs d'argent pèsent $15 \frac{1}{2}$ fois autant que les francs d'or.

Résultat digne de remarque : L'ancien régime bimétallique à $15 \frac{1}{2}$, dont l'abolition a été demandée en France par plusieurs économistes, va entrer en vigueur en Allemagne, où il n'a jamais existé et où personne n'en demandait l'introduction.

Il est vrai que cet état bimétallique de l'Allemagne n'est pas complet. Pour l'avoir complet, il faudrait que chacun y fût libre de faire monnayer le métal argent, tandis que les marcs d'argent admis à circuler ne seront autres que les anciens thalers, et qu'il sera interdit d'en faire fabriquer avec de l'argent nouveau.

Nous sommes ici au cœur de notre question. Y a-t-il intérêt pour l'Allemagne, pour la France et pour le marché général, à ce que le législateur allemand maintienne cette interdiction ou est-il désirable pour tous que l'interdiction soit levée ?

L'Allemagne n'est pas tellement engagée dans la voie monométallique qu'elle n'y puisse

renoncer sans aucun effort ; au contraire, elle n'a jamais été si près du bimétallisme, et, à l'état provisoire mais légal, elle y est même déjà.

Pour que le bimétallisme y devienne loi complète et permanente, il suffirait de dire :

1° Que le monnayage de l'argent et de l'or dans les ateliers de l'État est facultatif pour tous ;

2° Que le poids du marc d'argent sera égal au tiers du poids d'un thaler ;

3° Qu'on frappera des pièces de 4 marcs d'argent (ou de 5), afin de pouvoir faire des rouleaux de 100 marcs, ce qu'on ne peut pas faire avec les pièces actuelles de 3 marcs, les thalers ;

4° Qu'on ne frappera plus de thalers ; ceux qui existent pourront être refondus plus tard et transformés en pièces de 4 marcs (ou de 5) ;

5° Qu'il n'y aura pas de pièce d'argent à bas titre au-dessus de 2 marcs ; les pièces de 5 marcs à bas titre qu'on a commencé à frapper seront ultérieurement retirées.

Il est évident que la mise en pratique d'une loi contenant de pareilles prescriptions ne rencontrerait aucune difficulté. Quant aux avantages qu'elle procurerait, ils sont de la plus grande importance.

Le gouvernement allemand n'aurait plus de souci monétaire. Il cesserait de chercher pour son argent des débouchés qui n'existent pas, il cesserait de demander de l'or qui ne se trouve nulle part ; il éviterait les pertes que produit la vente de l'argent toujours plus au rabais, et que produit l'achat de l'or à prix toujours croissant ; il cesserait de redouter l'exportation des marcs d'or, et, somme toute, satisfait d'avoir dans tout le pays une seule monnaie, le marc, il laisserait les Allemands libres de se servir de monnaie d'or ou de monnaie d'argent, comme ils l'entendent, et comme cela s'est toujours pratiqué, jusqu'à 1874, dans les États de l'union latine.

La coalition formée entre la France, l'Italie, la Belgique et la Suisse, pour résister aux entreprises monétaires de l'Allemagne se dissoudrait immédiatement. Le monnayage de l'argent redeviendrait libre dans ces pays. Ce serait la fin d'une guerre monétaire sans précédent et sans fin, aussi contraire aux principes scientifiques qu'aux intérêts des États qui la font.

Le marché anglais, et avec lui tous les marchés européens, échapperaient à la crise monétaire, qui est inévitable si le gouvernement allemand persiste à vouloir de l'or quand même.

Y a-t-il un économiste, un banquier, un homme d'État qui puisse contester la réalité et l'importance des avantages que nous venons d'énumérer ?

HENRI CERNUSCHI.

Novembre 1875.

P. S. — Nous n'avons examiné ici que la question monétaire de l'Allemagne. Quant à la supériorité absolue de la monnaie bimétallique à l'encontre de la monométallique, nous l'avons démontrée dans l'écrit *Or et Argent*, publié à Paris, chez Guillaumin.

LA MONNAIE BIMÉTALLIQUE

PAR

Extraits du SIÈCLE

M. HENRI CERNUSCHI

Décembre 1875

L'ANGLETERRE ET LA RÉVOLUTION MONÉTAIRE DE L'ALLEMAGNE

La pièce d'or de 20 schellings ou livre sterling est le numéraire des Anglais.

Si l'Angleterre avait autorisé le public à faire frapper une pièce de quatre schellings, contenant en argent fin quinze fois et demi le poids du métal fin contenu dans quatre schellings d'or (la cinquième partie d'une livre), le matériel monétaire de la Grande-Bretagne serait bimétallique et parfait comme celui de la France.

Mais il n'en a pas été ainsi. Sauf les pièces familières pour les appoints, qui sont en argent à bas titre, l'Angleterre n'a pour monnaie légale que l'or.

Cela a suffi à la jeune école monométallique pour se couvrir du pavillon anglais et convier l'Europe à proscrire la monnaie d'argent.

Sans la guerre de 1870, qui a mis un capital énorme aux mains de l'Allemagne, les conseils des monométallistes n'auraient eu aucun effet. En les écoutant sur la fin de l'année 1871, l'Allemagne victorieuse a cru se donner un grand prestige. Dédaigner l'argent et ne plus manier que de l'or, quelle splendeur !

Mais puisqu'on se donne pour des imitateurs de l'Angleterre, faisons l'historique du monométallisme anglais.

La loi bimétallique française de 1803 a donné au franc d'argent le poids de 13 1/2 francs d'or. Mais la loi bimétallique américaine de 1792 avait donné au dollar d'argent le poids de 15 dollars d'or seulement. Il y avait donc bénéfice pour les commerçants à faire frapper l'argent en Amérique et l'or en France. Ils y gagnaient 1/2 sur 15, ce qui fait plus que 3 0/0. Aussi l'or affluait en Europe et l'argent en Amérique. Que devait faire l'Angleterre, lorsqu'en 1816, décidée à reprendre ses paiements en espèces, elle remit ses balanciers en mouvement ? Devait-elle adopter le 15 américain ou le 15 1/2 français ?

Pour sortir d'embarras, l'Angleterre prit le parti de ne rattraper que de l'or, chose d'autant plus naturelle, paraissait-il, qu'il y avait de l'or sur place, tandis que l'argent avait été attiré en Amérique, comme on l'a vu ci-dessus.

Mais, en prenant cette mesure, l'Angleterre n'a nullement songé à poser des principes scientifiques ni à fonder une école monométallique or. Elle y a si peu songé, qu'elle a maintenu et maintient la monnaie d'argent chez les 450 millions d'Indiens qu'elle gouverne, et qu'elle n'a jamais cessé de recourir au bimétallisme du continent européen pour solder ses échanges avec l'Asie.

Il faut le dire : avant 1871, l'Europe avait une constitution bimétallique, certes imparfaite, mais suffisante pour les besoins communs. L'Angleterre payait en or, l'Allemagne en argent, la France en or et en argent. C'est grâce à cette constitution que les Anglais ont toujours pu prendre ou envoyer de l'argent soit à Paris, soit à Hambourg, et que les Allemands ont toujours pu prendre ou envoyer de l'or soit à Londres, soit à Paris. L'Europe avait ainsi emploi pour le métal argent venant d'Asie, quand l'Asie avait à lui payer des soldes ; et si, par contre, l'Europe avait à payer des sommes en Asie, elle trouvait en Europe même la monnaie d'argent nécessaire.

Comment se feraient les paiements entre l'Asie et l'Europe, que ferait notamment l'Angleterre, si tous les Etats européens devenaient monométalliques comme elle ? Où trouvera-t-on de l'argent pour l'Asie, où placera-t-on l'argent venant de l'Asie, si, tandis que l'or ne circule pas en Asie, il ne circule plus que de l'or dans l'Europe entière ?

L'Europe ne peut se faire monométallique qu'à la condition de rendre monométallique le monde entier, et, pour ce faire, deux autres conditions seraient à remplir : 1° persuader tous les peuples qu'il faut se défaire de l'argent, le noyer dans la mer ou en faire des casseroles ; 2° partager avec l'Asie l'or de l'Europe, afin que les Asiatiques, purgés de l'argent, ne restassent pas sans monnaie.

L'histoire de tous les temps et cette science fatale dont les sociétés suivent les préceptes très-précis, sans qu'aucune plume les ait écrits, démontrent que l'or et l'argent sont deux monnaies également bonnes. Les hommes se sont tou-

jours servis de toutes les deux et s'en serviront toujours, malgré de malheureuses exceptions locales et temporaires.

Mais reprenons la comparaison entre les agissements de l'Angleterre en 1816 et ceux de l'Allemagne actuelle.

L'Angleterre, influencée par des circonstances spéciales, prit en 1816 le parti de ne fabriquer que de la monnaie d'or; mais aurait-elle pris ce parti si sa circulation antérieure, au lieu d'être en papier, eût été composée de métal argent? Le papier ne vaut rien, il n'en coûte pas cher de s'en défaire; mais se défaire d'un métal précieux qu'on décrie soi-même, c'est bien différent. On y dilapide des millions. Les monométallistes, qui citent à tout propos l'exemple de l'Angleterre, oseraient-ils soutenir que l'Angleterre aurait pris l'or comme monnaie exclusive, si elle avait eu à démonétiser pour la valeur d'un milliard de francs d'argent? Non; il a fallu l'enivrement de Sedan, doublé de l'enivrement de Francfort, pour qu'une nation tentât pareille entreprise.

Et les États-Unis, qui, depuis 1834, ne frappent plus que des dollars d'or, ont-ils démonétisé un seul dollar d'argent? Jamais. La proportion 4 à 15, fixée en 1792, ayant eu pour effet de faire exporter l'or, le congrès adopta une mesure excessive en sens contraire, qui eut pour effet de faire exporter l'argent; au lieu d'adopter le 15 1/2 français, qui aurait suffi, les Américains, afin d'arrêter l'exportation de l'or, établirent que les dollars d'argent auraient le poids non plus de quinze, mais de seize dollars d'or. C'était déprécier l'argent au delà du besoin, et, aussitôt la loi nouvelle mise à exécution, l'argent prit le chemin de l'Europe et avec tant de suite qu'un beau jour, sans s'en douter, les États-Unis se trouvèrent monométalliques; le monnayage de l'argent n'était même pas interdit, et il n'y avait plus que de l'or en circulation.

Un petit pays, la Hollande, écoutant les économistes alors acharnés contre l'or comme ils le sont aujourd'hui contre l'argent, la Hollande a bien pu, en 1830, démonétiser l'or, sans grand dommage pour personne. Agissant sur des sommes restreintes, la Hollande a pu facilement écouler

chez les voisins l'or démonétisé et y prendre l'argent à monétiser.

Mais quarante millions d'Erostrates votant avec sérénité la démonétisation, la dépréciation, l'avilissement de tout leur numéraire, sans se douter du mal immense qu'ils se font et qu'ils font à tous les pays, ce sera le fait le plus incroyable, le plus grand méfait de l'histoire monétaire.

Combien y a-t-il d'or à la banque d'Angleterre et à celles d'Écosse et d'Irlande? 35 millions de livres sterling tout au plus; c'est justement la somme dont l'Allemagne a besoin, ou à peu près, pour remplacer son argent.

Cet or peut-il à la fois constituer l'encaisse anglaise et la circulation allemande?

Évidemment non; mais on répond que la Californie et l'Australie vont donner l'or nécessaire. Mauvais compte. La production annuelle de l'or a pu suffire jusqu'ici aux besoins monétaires, toujours plus étendus, et aux consommations industrielles toujours croissantes; mais elle ne peut pas combler le grand vide monétaire ouvert tout à coup par la démonétisation de l'argent. Et l'on sait, d'ailleurs, que la production de l'or est en décroissance.

Lors même que le gouvernement de l'empire confédéré aurait déjà en portefeuille pour 35 millions de livres sterling en lettres de change sur Londres, pourrait-il, oserait-il toucher sa créance, et laisser l'Angleterre sans une livre?

L'Allemagne, qui malheureusement a le tort de croire son orgueil engagé à réaliser le monométallisme-or, l'Allemagne voudra bien ne pas paraître excessive, mais elle ne peut moins faire que de prendre beaucoup d'or à Londres. Les journaux de la Cité ne cachent pas leurs appréhensions. Depuis longtemps ils ont cessé d'admirer la révolution monétaire que l'Allemagne a tenté de faire, soi-disant pour imiter l'Angleterre.

D'entre tous, l'État le plus directement menacé par l'opération allemande est la Grande Bretagne. Et il ne serait pas impossible que, pour ne pas rester sans monnaie métallique, l'Angleterre fit, de notre temps, ce qu'elle n'a pas fait en 1816: autoriser le public à faire frapper, par pièces de 4 shillings, des livres sterling d'argent appelées à circuler concurremment avec les livres d'or.

LA MONNAIE BIMÉTALLIQUE

PAR

Extraits du SIÈCLE

M. HENRI CERNUSCHI

Décembre 1875

LE 15 1/2 UNIVERSEL

Depuis 1803, le franc d'argent pèse 15 1/2 francs d'or, et aujourd'hui le marc d'argent pèse 15 1/2 marcs d'or (1).

Que ce poids du marc d'argent soit conservé ;

Qu'il y ait des dollars d'argent pesant 15 1/2 dollars d'or et des pièces de 4 shellings d'argent pesant 4 shellings d'or ;

Que partout, avec le métal qu'on lui présente, on soit libre de se faire fabriquer par l'État monnaie d'or et monnaie d'argent ;

Que partout chacun ait l'option de payer en espèces d'or ou en espèces d'argent ;

C'est là le programme monétaire international que nous soutenons. Mis à exécution, il aurait pour effet :

1° De rendre stable la valeur comparative de l'or et de l'argent,

2° De réduire au minimum les variations du pouvoir acheteur de la monnaie.

Expliquons le comment et le pourquoi de ce double résultat.

L'instabilité dans la valeur comparative des deux métaux a quatre raisons intrinsèques aux métaux eux-mêmes : 1° accroissement, 2° diminution de la production de l'or, 3° accroissement, 4° diminution de la production de l'argent.

Le métal abondant est moins demandé, il se déprécie ; le métal qui fait défaut est plus demandé, il renchérit.

Mais il est manifeste que si à l'augmentation de production on oppose une augmentation de demande, et une diminution de demande à une diminution de production, qu'il s'agisse d'or ou d'argent, les forces, étant en contraste, se neutralisent et on reste en état.

Eh bien, précisément, la demande, qui, sans l'adoption du 15 1/2, se porte naturellement vers le métal qui fait défaut, se porte au contraire et nécessairement vers le métal qui abonde, si le régime du 15 1/2 est partout en vigueur. On va le voir.

Comme la loi bimétallique permet à tous et à chacun de payer en or ou en argent à volonté, il est naturel que les commerçants de monnaie délaissent le métal qui fait défaut et recherchent celui qui abonde pour le faire monnayer.

Non demandé, le métal qui manque ne peut pas renchérir ; demandé, le métal qui abonde ne peut pas baisser, et tous les deux finissent par être absorbés au prix réciproque d'un kilogramme d'or pour 15 1/2 kilogrammes d'argent.

Oui, si chacun est partout libre de frapper or et argent sur le pied de 15 1/2 et si partout chacun a l'option de payer en or et en argent, les causes qui font agir la loi de l'offre et de la demande se trouvent interverties : ce n'est plus la rareté, c'est l'abondance qui excite la demande, et réciproquement ce n'est plus l'abondance, c'est la rareté qui pousse à l'offre.

Alors, sous le régime international du 15 1/2, au sortir de la mine un kilogramme d'or vaudra toujours 15 1/2 kilogrammes d'argent, car nulle part avec un kilogramme d'or on ne pourra faire plus de monnaie qu'avec 15 1/2 kilogrammes d'argent, et de même 15 1/2 kilogrammes d'argent au sortir de la mine vaudront toujours un kilogramme d'or, car nulle part avec 15 1/2 kilogrammes d'argent on ne pourra faire plus de monnaie qu'avec un kilogramme d'or.

Et cette fixité de valeur entre l'or et l'argent, qui paraît prodigieuse, s'obtient sans porter atteinte à la liberté d'aucun, car l'option légalement ouverte de payer en or ou en argent laisse libres ceux qui n'en veulent pas de dire dans chaque contrat que le paiement se fera exclusivement en or ou exclusivement en argent. En France on a toujours pu stipuler de la sorte ; mais comme le profit est nul, on n'y a jamais songé.

Le 15 1/2 a pour conséquence de constituer avec la totalité de l'or et la totalité de l'argent, quelque variation que la production de l'un ou de l'autre métal puisse subir, une masse monétaire nouvelle, qu'il est peut-être permis

(1) Voir la QUESTION MONÉTAIRE EN ALLEMAGNE, *Siècle* des 4-5 novembre.

d'appeler *electrum* par l'estime singulière dont elle est digne (Dict. Littré). Les deux métaux n'y sont pas à l'état d'alliage, comme dans l'*electrum* des anciens; mais, quelle que soit la quantité existante de l'un ou de l'autre, une parcelle de l'un (l'or) vaut toujours $45 \frac{1}{2}$ parcelles de l'autre (l'argent).

Voilà donc une masse monétaire aussi homogène que si elle était composée d'un seul et unique métal, et c'est certainement la plus grande masse qu'on puisse employer, puisqu'elle comprend la totalité des deux métaux capables de servir de monnaie.

Il est admis sans conteste que plus la masse monétaire est considérable, moins sont fortes les variations qu'éprouve le pouvoir acheteur du numéraire, quand la matière monétaire vient à augmenter ou à diminuer tout à coup.

Mettons à 40,000 tonnes la circulation de l'or dans le monde, l'argent étant partout démonétisé: voilà que la production apporte rapidement 4,000 tonnes nouvelles d'or. Que se passe-t-il? L'or perd un dixième de son pouvoir acheteur, la même quantité de numéraire achète les neuf dixièmes seulement de ce qu'elle achetait avant l'apparition des 4,000 tonnes nouvelles.

Mais, si la masse monétaire se compose non-seulement des 40,000 tonnes d'or, mais aussi des 450,000 tonnes d'argent qui circulent actuellement, elle est double; et grâce au $45 \frac{1}{2}$ universalisé, c'est exactement comme s'il circulait 20,000 tonnes d'or ou vraiment 300,000 tonnes d'argent. Que se passe-t-il à la survenance des 4,000 tonnes d'or nouveau ou d'une quantité correspondante d'argent? La masse monétaire ne s'en trouve augmentée que d'un vingtième, et par suite la diminution du pouvoir acheteur de la monnaie est moitié moindre; un vingtième au lieu d'un dixième.

Même calcul en sens inverse si la production monétaire se ralentit.

Que si on objecte que la masse bimétallique est exposée aux variations de production de deux métaux au lieu que d'un seul, nous répondrons qu'il y a plus de régularité probable dans la production or et argent pris ensemble que dans la production d'un seul métal.

Somme toute, l'emploi de la monnaie bimétallique est de beaucoup plus propice à la stabilité du pouvoir acheteur de la monnaie, que l'emploi de la monnaie monométallique.

Si le bimétallisme n'existait pas, il faudrait donc l'inventer, et l'on s'obstine à le vouloir détruire! Oh! non, il faut le maintenir, l'expliquer et en étendre l'application, afin que son action bienfaisante se fasse partout sentir.

Des conventions postales, télégraphiques, douanières et autres, lient entre elles plusieurs nations pour l'avantage de toutes et de chacune. Une convention monétaire bimétallique entre le pays des francs, le pays des marcs, le pays des dollars et le pays des sterling procurerait :

Les deux avantages mentionnés plus haut : stabilité de la valeur comparative de l'or et de l'argent, et réduction au minimum des variations du pouvoir acheteur de la monnaie;

L'avantage de relever la valeur du métal argent dont la baisse actuelle n'a pour cause que le refus d'admettre le lingot au monnayage;

L'avantage d'éviter les pertes incalculables causées en Allemagne et en Europe par la démonétisation de l'argent.

L'avantage de prévenir les convulsions monétaires dont auraient à souffrir toutes les transactions si la démonétisation continue :

L'avantage de conserver la possibilité d'être payé et de payer en métal monnaie les dettes et les créances avec la Chine, l'Inde et autres contrées d'Asie, où l'or n'est pas monnaie; avantage qui disparaîtrait si l'Europe cesse d'employer l'argent comme monnaie;

Et enfin l'avantage de rendre la reprise des paiements en espèces immédiate en France et aux États-Unis, et beaucoup plus facile en Italie, en Autriche, en Russie.

Deux seuls d'entre les quatre grands pays à monnaie métallique signeraient la convention, que l'avenir du $45 \frac{1}{2}$, sa diffusion et ses bienfaits, seraient sans doute assurés.

Mais, avant que la diplomatie ait occasion de parler, il faudra peut-être que la révolution monétaire de l'Allemagne ait dit son dernier mot.

LA MONNAIE BIMÉTALLIQUE

PAR

Extraits du SIECLE

M. HENRI CERNUSCHI

Décembre 1875

LA REPRISE DES PAYEMENTS EN ESPÈCES EN AMÉRIQUE

Il faut rendre cette justice au président Grant, que nul n'est plus ennemi du papier-monnaie que lui, que nul plus que lui ne désire le retour à la monnaie métallique.

Nous l'avons déjà dit ailleurs (voir notre brochure *Or et argent*, page 75), ce retour à la monnaie métallique serait très-facile en Amérique, si le congrès autorisait le public à faire frapper dans les ateliers fédéraux des dollars d'argent pesant 13 fois $\frac{1}{2}$ autant que le dollar d'or; en d'autres termes, si l'Amérique rétablissait le régime bimétallique fondé par Hamilton, et adopté avec si grand succès par la France.

Pour sortir du papier-monnaie, il n'y a qu'un moyen : se procurer beaucoup de métal. Mais on ne trouve pas assez d'or, dites-vous, et s'il fallait attendre qu'il en sorte suffisamment des entrailles de la terre, il faudrait attendre trop longtemps avant de revenir à la monnaie métallique.

Votredire est juste; mais pourquoi ne tournez-vous pas la difficulté au moyen du métal argent ?

Déjà vous fabriquez depuis 1873 de gros dollars pour faire concurrence en Asie à la piastre mexicaine. Vous avez aussi fabriqué des demi-dollars valant exactement la moitié d'une pièce de 5 francs, avec l'espoir d'écouler cet argent dans les Etats de l'Union latine. Ainsi, vous trouvez bon que l'Asie et l'Europe emploient votre argent comme

monnaie? Prêchez donc d'exemple et commencez par l'employer vous-même en Amérique.

Il est absolument faux que le métal argent ne soit pas assez noble et qu'il soit moins apte que l'or pour la fonction monétaire.

Il y eut un jour où la Hollande a même trouvé que l'argent valait mieux, et elle démonétisa l'or comme inférieur. C'était une injustice contre l'or, de même ordre que celle que l'Allemagne commet aujourd'hui contre l'argent.

La France et l'union latine n'ont jamais eu qu'à se louer du régime bimétallique or et argent.

Faites comme elles, ayez double monnaie légale : le dollar d'or actuel et un dollar d'argent, pesant 13 fois $\frac{1}{2}$ autant que le dollar d'or.

Il suffit que le débiteur soit libre de payer partout en or et en argent à son choix, partout aux mêmes conditions, pour que la valeur de l'argent et celle de l'or se maintiennent partout et toujours dans la même proportion.

Ce n'est pas trop que de faire valoir comme monnaie toute la masse métallique (or et argent) que les hommes ont tirée et qu'ils tireront des mines, des rivières et des montagnes, si on veut réellement éliminer l'opprobre du papier-monnaie.

2301743 W3-ZEMINOVAS 030 221049H A1

W. H. L. S.

LA MONNAIE BIMÉTALLIQUE

PAR

Extraits du SIÈCLE

M. HENRI CERNUSCHI

Décembre 1875

PETITS ARGUMENTS

La monnaie d'argent est lourde, le métal argent se déprécie de plus en plus; donc il faut ne plus avoir que monnaie d'or.

Ancien le premier, nouveau le second, ces arguments, nous venons de les rencontrer sous deux plumes élégantes : celle de M. Victor Bonnet, dans le *Journal des économistes*, et celle de M. Paul Leroy-Beaulieu, dans l'*Économiste français*.

Le juste renom acquis par ces deux économistes nous impose le devoir de répondre, tout en déclarant que, si nous appelons petits les deux arguments, c'est uniquement parce qu'ils ne visent que les côtés secondaires de la grande question des deux métaux.

Commençons par la lourdeur de l'argent.

S'agit-il de payer à grande distance, d'une mer à l'autre? Le fret est le même pour 100,000 francs d'argent, qui pèsent 500 kilogrammes, que pour 100,000 francs d'or, qui pèsent 32 kilogrammes et une fraction. Or ou argent, ou même le billet, le poids de la monnaie et de toute chose précieuse est indifférent pour le navire qui la reçoit.

S'agit-il de gros paiements sur place? La grande ville de Hambourg, pendant des siècles, a payé exclusivement en marcs. Le marc était alors une pesée d'argent comme si on disait une once; mais ce marc n'a jamais été frappé. Les lingots d'argent déposés à la banque de Hambourg pesaient nécessairement des marcs, et les négociants se transmettaient réciproquement la propriété des marcs, sans jamais transporter en nature ni les voir. Donc, ni poids excessif ni encombrement. Mais en outre de ces transferts et virements entre les clients des banques, il y a encore le billet porteur, qui peut représenter, dans la circulation générale, le métal déposé à la Banque, et le billet représentant

de l'argent n'est pas plus lourd que le billet représentant de l'or.

S'agit-il des petits paiements et de la monnaie de poche? L'homme élégant préfère peut-être l'or; mais l'artisan et le cultivateur n'aiment point la trop légère pièce de 5 francs d'or, l'écu d'argent leur va mieux. Les avantages et les inconvénients se balancent des deux côtés.

Gros paiements à distance, gros paiements sur place, et petits paiements courants : le métal argent est aussi digne que l'or de servir de monnaie, et en tout cas, même à ce point de vue du maniement matériel, le mieux est de posséder double monnaie, monnaie d'or et monnaie d'argent, telle que la France l'a possédée si longtemps, sans en souffrir aucun dommage.

La réponse qui précède est imprimée depuis deux ans. Que faire? Quand les termes de l'attaque ne changent pas, les termes de la défense ne peuvent pas varier.

Nous allons cependant fournir quelque preuve à l'appui de notre ancienne réponse :

Nous avons sous les yeux : 1° l'*Indicateur des expéditions par les chemins de fer* (Chaux); 2° le *Livret des tarifs des messageries maritimes*.

L'*Indicateur*, page 96, dit :

« L'or et l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou « travaillés, le plaqué d'or ou d'argent, le mercure, le platine, les bijoux, dentelles, pierres précieuses, billets de « banque, titres de rentes, actions, obligations, sont transportés à grande vitesse à raison de 0 fr. 002,772 par « 1,000 francs et par kilomètre. »

Le *Livret des Messageries*, page 19, dit :

« Tarif des espèces et valeurs de Marseille à Shanghai : or monnayé et en lingots, argent monnayé et en

» lingots, diamants, perles, pierres précieuses, billets de
» banque, titres au porteur et autres papiers-valeurs : un
» pour cent de la valeur. »

Faisons maintenant, sous l'attentive surveillance des monométallistes, un envoi de 100,000 francs de Paris à Shang-Haï.

A raison de 0 fr. 002,772 par kilomètre et par 1,000 francs, le transport de Paris à Marseille (851 kilomètres) revient à 236 francs; le transport maritime de Marseille à Shang-Haï, à raison de 1 $\frac{1}{4}$ %, revient à 1,000 francs, en tout 1,236 francs, soit près de 1 $\frac{1}{4}$ % de la valeur.

Que ce soit de l'or, de l'argent ou des papiers-valeurs, une somme de 100,000 francs est transportée de Paris au grand port Nord-Chine pour 1,236 francs. Pour le Japon, ce sont les mêmes conditions. Sauf quelques exceptions destinées à disparaître avant peu, partout le numéraire, or ou argent, est transporté au même prix.

Il y a trois sortes de taxes en matière de transport : taxe au poids, taxe au volume, taxe à la valeur.

Lors du transport au poids, on ne s'occupe guère du volume et de la valeur; lors du transport au volume, on ne s'occupe guère du poids et de la valeur; lors du transport à la valeur, on ne s'occupe guère du poids et du volume.

Si les sommes à transporter viennent à se perdre, l'expéditeur doit les rembourser. Cette garantie veut une rétribution qui naturellement sera hors de proportion avec le poids et le volume plus ou moins insignifiants des sommes. Cette rétribution, c'est la taxe à la valeur. Celle-ci payée, l'expéditeur ne doit rien, et, en fait, il ne paye rien ni pour le volume ni pour le poids, et c'est ce qui fait que l'argent n'est pas plus coûteux à expédier que l'or et la bank-note.

A faire transporter 500 kilog. de plomb de Paris à Shang-Haï, on dépense 268 fr.

A faire transporter 100,000 fr. d'or pesant 32 kilog., on dépense 1,236 fr.

A faire transporter 500 kilog. d'argent (encore 100,000 fr.), on ne dépense pas 268 fr., comme pour les 500 kilog. de plomb, mais bien 1,236 fr., comme pour les 32 kilog. d'or et comme pour les 100,000 fr. en papier, qui n'ont presque aucun poids ni volume.

Gouvernements, expéditionnaires et expéditeurs sont tous d'accord sur la rationalité de ces tarifs.

Que dire alors de cet énoncé de M. V. Bonnet, que « l'or, comme instrument d'échange, est devenu l'auxiliaire indispensable des chemins de fer, de la télégraphie électrique, et de toutes les inventions de l'industrie moderne! »

Ne pourrait-on pas dire au contraire, que, grâce à la

vapeur, l'argent a acquis, pour les grands voyages, une sorte d'aptitude qui le met de pair avec l'or, aptitude que pour les fortes sommes, il ne possédait pas au même degré du temps des diligences ou des mulets?

Et la télégraphie? La question de savoir si le bimétallique est ou non la meilleure des monnaies, n'a rien à démêler avec les fils télégraphiques. Quand en 1816, déterminée par des circonstances spéciales que nous avons exposées ailleurs, l'Angleterre, sans avoir à opérer aucune démonétisation d'argent, se mit à frapper seulement de l'or, la télégraphie électrique n'était pas même inventée.

Avec ou sans câbles électriques, et quel que soit le développement de n'importe quelle invention moderne, l'argent fait le tour du monde aussi vite que les lettres, et sans plus de frais que l'or. Les wagons et les steamers n'ont pas contre l'argent les mêmes préjugés que les monométallistes-or. Au moyen des virements, des compensations, des billets au porteur, l'argent change, comme l'or, en un clin d'œil, de propriétaire, sans changer de caisse. Nombre de gens ont du goût pour les pièces d'or, et d'autres préfèrent manier les pièces d'argent. Ni les uns ni les autres ne seraient satisfaits s'il y avait seulement or ou seulement argent. Ayons les deux, soyons bimétalliques.

Plus le bimétallisme se répandra, plus sera permanent dans chaque pays le mélange d'or et d'argent circulant au contentement de tous.

« C'est le sentiment du progrès, » dit M. V. Bonnet, « qui porte aujourd'hui les nations vers l'étalon d'or. » La réalité, telle au moins que nous la connaissons, est celle-ci :

Vers 1858, des écrivains français se sont rencontrés qui, conduits par l'honorable M. Parieu, alors vice-président du conseil d'État, ont entrepris la campagne monométallique-or, campagne stérile dans le domaine des faits jusqu'en 1871. En 1871, tels monométallistes qui avaient vécu à Paris, avant la guerre, hommes capables d'ailleurs, mais se trompant en cette affaire, profitant du moment où il fallait uniformiser les monnaies allemandes, firent briller aux yeux du nouvel empire la grandeur qu'il y aurait pour le peuple allemand à ne plus payer qu'en or. On écouta le serpent doré. Aujourd'hui on en sent la morsure, mais on la tient cachée. Bientôt elle se montrera d'elle-même.

Nous espérons que l'erreur commise sera redressée. Nous comptons sur la force des choses, qui parfois empêche l'homme de se nuire autant que lui-même le voudrait.

Nous comptons aussi sur la facilité extrême avec laquelle les Allemands peuvent se mettre dans la bonne voie. Ils n'ont qu'à laisser librement fabriquer, par qui a du métal, mares d'argent comme mares d'or, et tout le mal est réparé.

Il nous reste à peine l'espace pour dire un mot de l'autre petit argument : l'argent se déprécie, donc il faut s'en défaire.

Que l'argent se déprécie, c'est certain. La pièce de cent sous et le marc, si on les fond, ne valent aujourd'hui que quatre-vingt-treize sous et quatre-vingt-treize pfennings. Perte : 7 %/. Mais qui a été cause de l'avilissement progressif de l'argent? Monométallistes, c'est vous.

Vous avez amené l'Allemagne et par suite l'Union latine à délaisser le monnayage de l'argent. Le blé ne vaudrait presque rien si on n'en faisait pas de la nourriture. Le métal précieux perd beaucoup de son prix si on cesse de le convertir en monnaie. Vous êtes les auteurs de la baisse, et

vous invoquez cette baisse pour preuve du démérite de l'argent que vous aviez médité de faire proscrire!

Parfaite était l'allure d'un blanc destrier. Certains capricieux lui firent attacher les jambes, et, parce qu'ainsi retenu, il ne pouvait partir, les capricieux criaient de l'abattre. Un bon vivant, qui vint à passer, enleva les malheureux liens, et le noble animal de reprendre sa course. Qu'on lève en Allemagne et en France l'interdit qui pèse contre le monnayage de l'argent, et ce noble métal reprendra et gardera sa valeur tout entière : un poids d'or pour 15 1/2 poids d'argent.

En Allemagne, en France, en Angleterre, le soulagement sera général.

THE JOURNAL OF THE AMERICAN MEDICAL ASSOCIATION
PUBLISHED WEEKLY
CHICAGO, ILL., MAY 1, 1919
Vol. 27, No. 18

THE JOURNAL OF THE AMERICAN MEDICAL ASSOCIATION
PUBLISHED WEEKLY
CHICAGO, ILL., MAY 1, 1919
Vol. 27, No. 18

THE JOURNAL OF THE AMERICAN MEDICAL ASSOCIATION
PUBLISHED WEEKLY
CHICAGO, ILL., MAY 1, 1919
Vol. 27, No. 18

THE JOURNAL OF THE AMERICAN MEDICAL ASSOCIATION
PUBLISHED WEEKLY
CHICAGO, ILL., MAY 1, 1919
Vol. 27, No. 18

THE JOURNAL OF THE AMERICAN MEDICAL ASSOCIATION
PUBLISHED WEEKLY
CHICAGO, ILL., MAY 1, 1919
Vol. 27, No. 18

THE JOURNAL OF THE AMERICAN MEDICAL ASSOCIATION
PUBLISHED WEEKLY
CHICAGO, ILL., MAY 1, 1919
Vol. 27, No. 18

THE JOURNAL OF THE AMERICAN MEDICAL ASSOCIATION
PUBLISHED WEEKLY
CHICAGO, ILL., MAY 1, 1919
Vol. 27, No. 18

THE JOURNAL OF THE AMERICAN MEDICAL ASSOCIATION
PUBLISHED WEEKLY
CHICAGO, ILL., MAY 1, 1919
Vol. 27, No. 18

LA MONNAIE BIMÉTALLIQUE

PAR

Extraits du SIÈCLE

M. HENRI CERNUSCHI

Janvier 1876

LES PAIEMENTS ENTRE L'EUROPE ET L'ASIE

« Monsieur le Rédacteur en chef de l'*Économiste Français*.

« Je ne viens pas vous demander la permission de répondre tout au long dans l'*Économiste Français* à l'article que vous venez d'y publier au sujet de mes écrits bi-métalliques ; mais il est un point capital de ma démonstration auquel vous avez touché et sur lequel il m'importe de revenir. Je connais, Monsieur, votre courtoisie et j'espère que vous voudrez bien insérer ces quelques lignes dans votre prochain numéro.

« J'avais dit que la démonétisation du métal argent dans tous les États européens aurait pour effet de rendre impossibles les paiements entre l'Europe et l'Asie. L'Asie ne possédant point de monnaie or, et l'Europe ne possédant plus de monnaie argent, tout contact monétaire serait supprimé entre ces deux grandes parties du monde.

« Vous me répondez que le monométallisme-or ne supprime pas la monnaie d'appoint en argent, et que celle-ci pourra servir à payer l'Asie. Vous ajoutez que le lingot d'argent pourra, lui aussi, être employé à solder les échanges entre l'Orient et l'Occident.

« Qu'est la monnaie d'appoint ?

« C'est une monnaie émise directement par l'État, à quantité limitée, monnaie qui a force libératoire à concurrence de quelques francs, de quelques schellings, de quelques marcs seulement, monnaie dont le besoin est si impérieux à l'intérieur que pour la rendre inexportable on la fabrique à une valeur plus basse que sa valeur nominale. Pour toutes ces raisons les anciens Grecs la désignaient sous le nom de monnaie familière. Elle sert entre les familles, elle ne sert pas entre les peuples.

« Consultez les hommes dont la profession est de manier des monnaies. Nul n'admettra qu'on puisse ramasser

de la monnaie familière pour payer l'Asie. Que de peine pour former une somme tant soit peu importante et que d'imprécations contre les changeurs accapareurs qui seraient cause que les petits paiements ne pourraient plus s'effectuer faute de numéraire !

« L'Angleterre est monométalliste-or, mais elle n'a jamais payé l'Asie avec sa monnaie familière, les schellings d'argent. Pour solder l'Orient, elle est toujours venue avec son or chercher de l'argent sur le continent bimétallique, et elle est toujours venue y chercher de l'or avec l'argent que l'Orient lui payait.

« Parlons du lingot. Quand le lingot est convertible immédiatement en monnaie, il est monnaie lui-même. Mais quand il ne peut être converti en monnaie à volonté, le lingot est un bien ordinaire, un bien non monétaire, comme le fer, le cuivre, le mercure. Et si vous amenez les Européens à faire des provisions dormantes de semblables lingots, vous les ramenez du coup, et tout simplement au troc, c'est-à-dire à l'échange informe que les hommes délaissent aussitôt qu'ils sortent de l'état préhistorique.

« Je persiste donc : le monométallisme-or serait en Europe le triste pendant du monométallisme-argent qui régit l'Asie. Alors, dans l'ordre monétaire, plus rien de commun entre l'Europe et l'Asie, et par conséquent immenses difficultés de liquidation ; tandis que la monnaie bimétallique européenne qu'on veut abolir permet d'effectuer rapidement et économiquement les paiements du monde entier.

« Les vérités que je défends me paraissent si certaines et si utiles à répandre, que je fais en ce moment même, non seulement une édition allemande, mais aussi une édition anglaise de mon écrit : *la Monnaie bimétallique*.

« Agréez, Monsieur, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

« 25 Janvier.

« H. C. »

LA MONNAIE BIMÉTALLIQUE

PAR

Extraits du SIÈCLE

M. HENRI CERNUSCHI

Février 1876

LA PIÈCE DE CINQ FRANCS

Les pièces d'argent de 2 francs et au-dessous (fabriquées à 835 millièmes de fin) ont cours légal entre particuliers jusqu'à concurrence de 50 francs par chaque paiement, et l'État doit toujours les recevoir des particuliers sans limitation de quantité.

Telle est la loi qui régit actuellement la circulation de la monnaie familière ou monnaie d'appoint.

Partisan du monométallisme-or, M. Paul Leroy-Beaulieu demande, et dans le *Journal des Débats* et dans l'*Économiste Français*, que la pièce de 5 francs (qui est à 900 millièmes de fin) n'ait plus cours légal entre particuliers que jusqu'à concurrence de 20 ou 25 francs pour chaque paiement.

Cette proposition laisse place à quelque incertitude. Serait-il permis de faire entrer dans chaque paiement 50 francs de monnaie d'argent à 835 de fin (pièces de 2 francs et au-dessous) et 25 francs de monnaie à 900 de fin (pièces de 5 francs), en tout 75 francs, ou bien les 50 francs d'argent pouvant aujourd'hui entrer dans chaque paiement ne seraient pas dépassés, malgré la présence des 25 francs en pièces de 5 francs ?

Quelque étrange qu'elle paraisse, prenons l'interprétation la plus large. Disons que personne ne pourra en aucun paiement refuser pour 75 francs d'argent, dont 50 en pièces de 2 francs et au-dessous et 25 en pièces de 5 francs.

Si cette combinaison doit être convertie en loi, on aura d'abord à déterminer quelle quantité de pièces de 5 francs il faudra, après l'adoption du monométallisme-or, maintenir en circulation. Examinons :

Le *maximum* de circulation, pour les pièces de 2 francs et au-dessous, est actuellement fixé à 6 francs par habitant. Ce maximum de monnaie familière suffit aux besoins, bien qu'on ait le droit d'en employer jusqu'à 50 francs en chaque paiement. Il s'ensuit donc qu'avec le droit de donner en paiement 25 francs au plus en pièces de 5 francs, comme le veut M. Leroy-Beaulieu, il faudra avoir une circulation d'écus correspondant à 3 francs par habitant, ce qui exige un total de 100 millions de francs en nombre rond, soit 20 millions de pièces.

Il serait, du reste, malaisé d'en maintenir en circulation une plus forte somme ; car, une fois le monométallisme-or en vigueur, la valeur réelle des pièces de cent sous d'argent serait si infime, que chacun s'empresserait de les reverser aux caisses de l'État, si la circulation en était trop chargée (1).

Résumons le plan de M. Leroy-Beaulieu : 1° monnaie légale pour le paiement de toute somme : l'or exclusivement ; 2° monnaie familière, légale seulement

(1) M. Leroy-Beaulieu est loin de prévoir les conséquences du monométallisme-or, quand, dans les *Débats*, il écrit ce qui suit : *Il suffit que la monnaie d'appoint en argent soit à un titre qui n'engage pas la spéculation à la fonderie pour l'exportation.*

Sous le régime monométallique-or la pièce de 5 francs d'argent, lors même qu'elle serait frappée à mille millièmes de fin, aurait si peu de valeur réelle que jamais elle ne serait ni fondue ni exportée, pas plus qu'aujourd'hui on ne fond ni n'exporte les pièces de 5 et 10 centimes en bronze. Du titre de la monnaie familière, on n'aurait plus à s'en occuper.

jusqu'à concurrence de 75 francs par paiement : l'argent émis à raison de 9 francs par habitant, et dans cette monnaie familière, la pièce de 5 francs figurant au *maximum* pour une somme de 100 millions de francs.

A combien peut s'élever la somme d'argent en pièces de 5 francs actuellement existante en France?

Certainement à plus d'un milliard de francs, mais peut-être pas jusqu'à deux. Mettons un milliard et demi; déduisons les cent millions qui doivent continuer à circuler; reste quatorze cents millions de francs à démonétiser, à refondre, à éliminer, à expédier au dehors et à remplacer par de l'or, si l'on écoute le *Journal des Débats* et l'*Économiste français*.

Mais qui achètera cet argent et à quel prix, et avec quoi nous le payera-t-on, et où la France trouvera-t-elle les quatorze cents millions d'or pour remplacer l'argent, et avec quoi les payerait-elle, si elle les trouvait?

Sous le régime bi-métallique, on pouvait avec du métal argent se procurer du métal or; car, l'argent, étant monnaie et en Asie et en Europe, avait une grande valeur. Mais aujourd'hui que vous préconisez le monométallisme-or, que vous répudiez l'argent comme vil et déshonorant, et qu'à toute l'Europe vous en prêchez la répudiation, aujourd'hui, pour acheter de l'or, il faut de l'or. Allez à Londres, on vous l'apprendra.

Qu'on nous réponde, qu'on nous réponde : où iront les quatorze cents millions d'argent français condamnés à ne valoir presque rien, et d'où viendront les quatorze cents millions d'or qu'à tout prix il faut avoir pour remplacer l'argent?

Vous dites que l'Allemagne a bien fait et qu'il faut suivre son exemple. Quel exemple? Le non-monnayage de l'argent nouveau? C'est fait. La France n'en frappe presque plus. La démonétisation du numéraire ancien? Mais l'Allemagne ne le démonétise pas; elle ne peut pas le démonétiser, elle ne le démonétisera pas. Autre chose est décréter qu'on accorde au Gouvernement la faculté de démonétiser, autre chose est démonétiser.

En fait, l'Allemagne et la France se trouvent au-

jourd'hui dans une situation identique. Les deux nations ne laissent plus fabriquer de monnaies d'argent, et les monométallistes des deux nations rêvent de faire démonétiser là les thalers, ici les pièces de 5 francs.

Plus le rêve se prolonge, plus la valeur du métal argent s'envole. Quand on voudra sortir du rêve et réaliser le monométallisme-or, il faudra que l'État allemand et l'État français reprennent aux particuliers des milliards d'argent n'ayant presque plus que la valeur du cuivre, et il faudra qu'ils les remboursent à l'ancienne valeur nominale par des milliards d'or. — Il faudra, il faudra... mais jamais on ne pourra.

Convertir des économistes, cela ne s'est jamais vu; mais convertir des hommes d'État, cela s'est vu, et grâce à la raison pratique, cela pourra toujours se voir. Or l'homme d'État ne peut pas ne pas apercevoir que la circulation monétaire d'Allemagne et de France est viciée, honteusement viciée. Tout l'argent (thalers et pièces de 5 francs) est devenu fausse monnaie. Cet argent, qui compose environ la moitié de la circulation métallique, circule à cours forcé pour une valeur surfaite, pour une valeur qu'il n'a pas. Il faut un terme à cette intolérable situation. Loin d'aller au monométallisme asiatique, les Européens et les Américains doivent s'entendre pour fonder un bimétallisme uniforme à l'abri duquel et la valeur de l'or et la valeur de l'argent seront également sauvegardées.

Si l'étonnement nous saisit au récit des folies financières du fameux Law et de la faveur que l'opinion publique leur accordait, de quel plus grand étonnement ne sera-t-on pas frappé dans quelques années au souvenir de la manie monométallique qui aura affligé l'Europe de 1871 à 1876?

Que l'idée d'anéantir sa propre richesse, d'ôter toute valeur au numéraire qu'on possède, parce que, au dire des monométallistes, ce numéraire a le tort impardonnable d'être blanc au lieu de jaune, que cette idée ait pu se fixer dans un si grand nombre de têtes allemandes et dans un si grand nombre de têtes françaises, sous peu on se refusera à le croire. Cela tiendra de la fable.

LA MONNAIE BIMÉTALLIQUE

PAR

Extrait du SIÈCLE

M. HENRI CERNUSCHI

Février 1876

LA PACIFICATION MONÉTAIRE PAR LA RÉHABILITATION DE L'ARGENT

I. La Théorie. — II. L'Application. — III. Les Intérêts anglo-indiens.

I

Il y a des mines gagnantes et il y a des mines perdantes. L'or peut coûter cher, très-cher, à l'extracteur, et peut lui coûter bon marché, très-bon marché. Insignifiant ou ruineux, ce n'est pas le prix de production qui détermine la valeur de l'or.

Qu'un bolide d'or pur pesant mille onces tombe du ciel; sa valeur est écrite avant qu'il touche terre. Chaque once d'or nouveau vaut exactement autant que chacune des onces anciennes, mais plus il y a d'onces, moins chaque once est précieuse, moindre est son pouvoir acheteur. Il en est de l'argent comme de l'or.

Doit-on dire que l'or et l'argent sont employés comme monnaie parce qu'ils sont précieux, ou doit-on dire que l'or et l'argent sont précieux parce qu'ils sont employés comme monnaie? Pour répondre il faut connaître les faits.

Depuis longtemps, à quelques oscillations près, un poids d'or avait valu 15 1/2 poids d'argent. Mais depuis quelques années la valeur de l'argent baisse rapidement. Aujourd'hui il faut 17 d'argent pour obtenir 1 d'or. La dépréciation est de 10 %/. Pourquoi la baisse? Personne ne l'ignore, c'est que depuis quelques années l'emploi monétaire de l'argent a diminué. La fabrication de la monnaie d'argent a cessé en Allemagne, elle a été limitée en France et ailleurs.

Que, par hypothèse, la révolution monométallique-or, dont l'Empire allemand s'est fait le champion, vienne à triompher partout; que partout on ôte à l'argent la fonction légale de monnaie; que, sauf la quantité insignifiante employée comme monnaie familière ou d'appoint, tout l'argent

monnayé qui circule soit retiré et fondu . . . plus d'emploi monétaire pour le métal argent. Que vaudra-t-il? Plus que le cuivre, oui certainement, mais pas beaucoup plus.

Même sort arriverait à l'or si la fantaisie du monométallisme légal changeait de côté.

Il faut donc en convenir: quoique beaux et splendides, l'or et l'argent ne sont pas tellement rares que si l'on cesse de les employer comme monnaie, ils puissent conserver une grande valeur.

De qui dépend que l'un ou l'autre métal soit ou non employé comme monnaie? Du législateur de chaque État. Mais alors, c'est des législateurs que dépend la plus ou moins grande valeur de l'or et de l'argent? Oui, évidemment.

Toute législation monométallique-or est favorable à la valeur de l'or, défavorable à la valeur de l'argent: telle la législation anglaise de 1816. Toute législation monométallique-argent est favorable à la valeur de l'argent, défavorable à la valeur de l'or: telle la législation allemande d'avant 1871. Toute législation bimétallique est favorable au maintien de la valeur relative des deux métaux suivant le rapport par elle sanctionné: telle la législation française de 1803, qui donne au franc d'argent le poids de 15 1/2 francs d'or. C'est l'efficacité des législations qui détermine la valeur relative des deux métaux sur le marché général. Cette valeur relative n'est pas constante parce que les législations monétaires sont discordantes.

Si aux législations discordantes succède une législation internationale, c'est d'elle seule que dépendra la valeur relative de l'or et de l'argent. Si la législation internationale est monométallique, le métal qui n'est pas monnaie perdra tellement de sa valeur qu'il ne sera plus précieux. Si la légis-

lation internationale est bimétallique, la valeur relative de l'or et de l'argent qu'elle sanctionnera restera toujours et partout invariable. Nous allons le prouver.

Posons la plus extrême des hypothèses, disons que, de par la législation internationale, la valeur relative des deux métaux monétaires sera fixée non pas de 1 à 15 1/2 comme en France, non pas de 1 à 10, non pas de 1 à 20, mais de 1 à 1.

La loi est partout promulguée. Son premier effet sera de rendre perdantes un grand nombre de mines d'or, et beaucoup plus gagnantes un grand nombre de mines d'argent. La production de l'or subira une diminution, la production de l'argent augmentera. Ensuite, qu'advient-il ?

Ou bien la passion des bijoux et ornements d'or est assez forte pour s'emparer de la totalité de l'or monnayé, et dans ce cas l'or vaudra plus que l'argent, mais il n'y aura plus de monnaie d'or. Ce sera le règne du monométallisme-argent. Ou cette passion n'est pas assez puissante pour absorber la totalité de l'or, et dans ce cas une certaine quantité d'or circulera comme monnaie de pair et avec la même valeur que l'argent. Mais alors le bijou d'or pris au poids ne vaudra pas plus qu'il était d'argent, car il ne peut pas y avoir deux ors, l'un ne valant pas plus que l'argent, l'autre valant plus.

Pas de biais possible ; la plus extravagante législation bimétallique, si elle est admise par les nations, est elle-même irrésistible : ou l'un des deux métaux sera démonétisé spontanément par les particuliers, ou la valeur relative des deux métaux restera invariable.

On est libre de repousser le bimétallisme, mais il n'est pas possible de prouver que la thèse bimétallique soit fausse. Résumons-la :

Le coût de production ne fait pas la valeur de l'or et de l'argent.

Cette valeur est déterminée par deux éléments : l'emploi et la quantité.

L'emploi monétaire donne grande valeur au métal.

C'est le législateur qui décide si l'un ou l'autre métal, ou les deux, seront employés comme monnaie. De sa décision dépend la valeur plus ou moins grande de l'or et de l'argent.

Si les législations sont discordantes, la valeur relative des deux métaux peut varier.

S'il y a une législation internationale bimétallique, la valeur relative des deux métaux ne peut plus varier.

II

Il est à peine nécessaire de faire remarquer que la démonétisation de l'or opérée spontanément par les particuliers

sous le régime bimétallique 1 à 1 ne serait nullement à prévoir sous le régime 1 à 15 1/2.

Et si cependant, sous la pression d'événements métalliques hors de toute prévision, cette démonétisation spontanée venait à se produire ? Eh bien ! nous nous trouverions en plein monométallisme-argent. Mais quelle différence entre ce monométallisme spontané et le monométallisme légal que nous combattons !

Le monométallisme spontané nous laisserait pour monnaie le métal plus abondant, tandis que c'est précisément ce métal plus abondant que les promoteurs du monométallisme légal veulent faire démonétiser. Le monométallisme spontané ferait sortir de la circulation le métal avidement recherché pour d'autres usages, tandis que le monométallisme légal a l'intention de proscrire le métal qui perd sa valeur en cessant d'être monnaie. Le monométallisme spontané, si jamais il venait à se produire, n'arrêterait ni l'extraction de l'or ni celle de l'argent, et n'imposerait à personne aucun sacrifice, tandis que le monométallisme légal fait obstacle à l'exploitation des mines d'argent et commence par imposer aux gouvernements l'obligation de racheter au pair toute la monnaie d'argent pour la revendre à des prix ridicules.

La science bimétallique n'a aucune prédilection particulière pour le rapport 15 1/2. A la rigueur, tout rapport est acceptable. Mais le 15 1/2 a cet avantage, qu'il existe déjà presque partout sur le continent européen ; en France, en Italie, en Belgique, en Suisse depuis longtemps ; en Allemagne depuis la création du marc d'or qui circule de conserve avec les thalers.

Le bimétallisme à 15 1/2 est donc conservateur en France et en Allemagne. Serait-il révolutionnaire en Angleterre et aux États-Unis ? Nullement, aucune pièce d'or à refondre, et, pour toute innovation, le public autorisé à faire frapper, en argent, des couronnes à 4 schellings et des dollars.

Supposons la quadruple alliance signée. En Angleterre, en France, en Allemagne, aux États-Unis, les caisses publiques percevront les impôts et les emprunts en monnaie bimétallique ; en monnaie bimétallique elles payeront les intérêts de la dette publique, les employés et les fournitures. Les particuliers suivront : ils se payeront en monnaie bimétallique. L'or et l'argent circuleront fraternellement : présents eux-mêmes, ou représentés par des billets. Nulle monnaie plus variée, donc nulle monnaie plus commode.

Que diront les fouilleurs de mines, les chercheurs d'or et d'argent ? Désormais, « diront-ils » la valeur relative des deux métaux ne peut plus varier. Tant mieux. C'est un aléa de moins dans notre aléatoire métier. »

Tel le cultivateur de tabac dans le pays où la feuille est achetée par l'État à prix fixé d'avance. Le cultivateur plante pour gagner; il peut perdre, mais dès qu'il plante, il est certain du prix que vaudra le tabac récolté.

A extraire 1 d'or, ou 15 1/2 d'argent, ce sera produire la même quantité de monnaie; jamais les extracteurs d'or et d'argent n'auront vécu sous une législation plus propice.

L'égalité de valeur entre 1 d'or et 15 1/2 d'argent fait des deux métaux une seule monnaie. L'or devient de l'argent jaune et léger; l'argent devient de l'or blanc et lourd.

Que le 15 1/2 soit sanctionné par Londres, Washington, Paris, Berlin, et dans les vingt-quatre heures l'argent remonte à 15 1/2 et s'y maintient pour toujours.

A cette nouvelle tous les peuples parlementaires, et la Russie, et les Musulmans, et le Japon si prompt à nous imiter, et les Indes soumises qu'elles sont aux Européens, s'empresseront d'adhérer au grand pacte qui consolide et garantit la valeur des deux métaux.

Seule la Chine restera étrangère au bimétallisme. Elle conservera son monométallisme-argent, grossier monométallisme, car l'argent n'y est pas même frappé, il circule en lingots qui ne sont ni au même poids ni au même titre. Tant pis pour elle. Quant à nous, nous pourrions toujours recevoir le lingot chinois, nous en ferons de la monnaie, et avec notre argent monayé nous pourrions toujours payer les Chinois.

III

Dans notre brochure : *la Monnaie bimétallique* (1), nous avons démontré combien il devrait importer à l'Allemagne et à la France d'être en libre possession du bimétallisme; nous avons dit que grâce au 15 1/2 les États-Unis pourraient facilement reprendre les paiements en espèces (2), et nous avons fait voir les graves préjudices que l'Angleterre aurait à supporter si le Continent persiste dans ses tentatives monométalliques.

Ici, qu'il nous soit permis d'appeler tout spécialement l'attention du public anglais sur les intérêts anglo-indiens si fortement compromis par la démonétisation de l'argent.

Séduit par le monométallisme or, le continent européen a cessé de frapper monnaie d'argent; mais il en avait

frappé longtemps, il en circule pour des sommes colossales. Tout cet argent doit être retiré et fondu, d'autant plus qu'il circule à cours forcé pour une valeur qu'il n'a plus. Tout cet argent est à vendre, et c'est à Londres qu'on l'enverra pour avoir de l'or, à Londres déjà chargé d'argent californien qui demande en vain à se faire monnayer.

Flots d'argent remontant la Tamise, flots d'or la descendant. Disette et renchérissement du métal jaune, qui est la seule monnaie anglaise; surabondance et avilissement du métal blanc qui est la seule monnaie indienne. Les deux monométallismes adverses vont se trouver de front, l'un malade d'anémie, l'autre de pléthore. Deux crises pour une : crise de l'or et crise de l'argent.

L'or ne vaudra pas 15 1/2 d'argent comme avant 1871, ni 17 comme à présent, mais 20, peut-être 25 et plus. On verra la rupee indienne ne plus valoir 2 schellings d'or, mais 1 seulement. Quel sort pour tous les porteurs de titres payables en rupees, titres de bourse et titres de pensions civiles et militaires! Que de pertes irréparables pour les compagnies des chemins de fer indiens qui encaissent des rupees mais qui doivent payer en livres sterling les intérêts des actions et des emprunts émis à Londres!

Et à quel prix le Gouvernement pourra-t-il placer les traites sur Calcutta, sur Bombay, sur Madras? Tous les quinze jours il en offre pour 5 ou 6 millions de rupees aux enchères publiques de Londres. Aux avant-dernières ventes une perte de 10 % pour le Gouvernement, aux dernières, pas de preneurs, et la crise n'est qu'au début.

Et depuis Galles jusqu'à l'Indus, quelle secousse monétaire, quelle élévation de tous les prix amenée par l'invasion de l'argent! Quelles altérations toujours plus fortes dans la valeur de tous les contrats et de tous les engagements stipulés en rupees! La plus affreuse tempête monétaire qui se soit jamais vue, éclatant en pays conquis, au milieu d'une population six fois plus nombreuse que la population du Royaume-Uni!

L'Angleterre peut-elle se croiser les bras? Peut-elle répondre aux intérêts frémissants : « Patientez, tout finira par se niveler de soi! » Le fatalisme indifférent auquel des ulémas somnolents peuvent s'abandonner, répugne au fier Neptune britannique. L'Angleterre aura une volonté. Pour éliminer le mal, pour assurer le bien, elle voudra tout ce qui est possible, tout ce qui est rationnel, tout ce qui est efficace.

S'il est démontré que la réhabilitation internationale du métal-argent est la véritable solution, l'Angleterre n'hésitera pas; elle convoquera les nations au congrès de la paix monétaire.

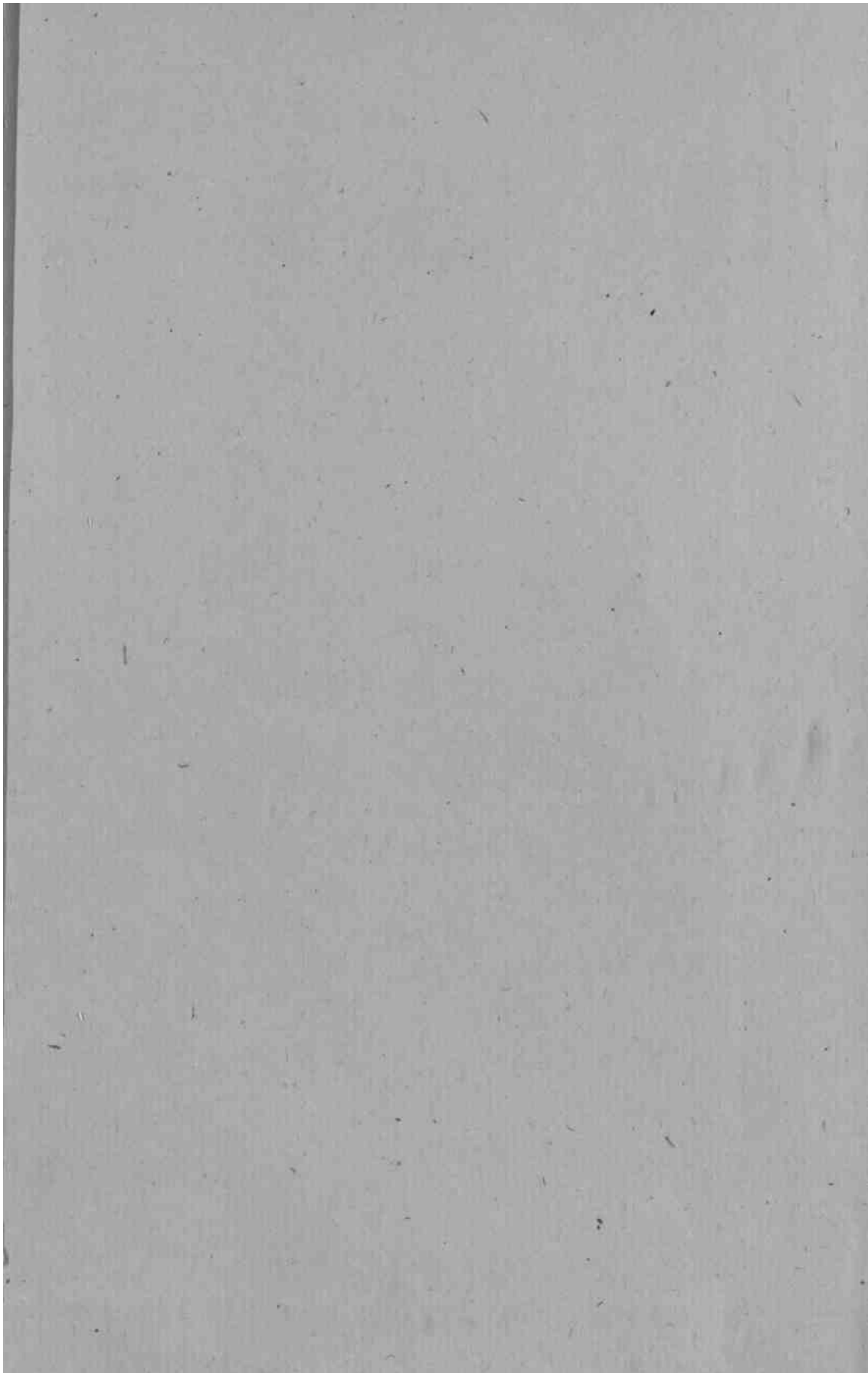
(1) Chez Guillaumin, 14, rue Richelieu.

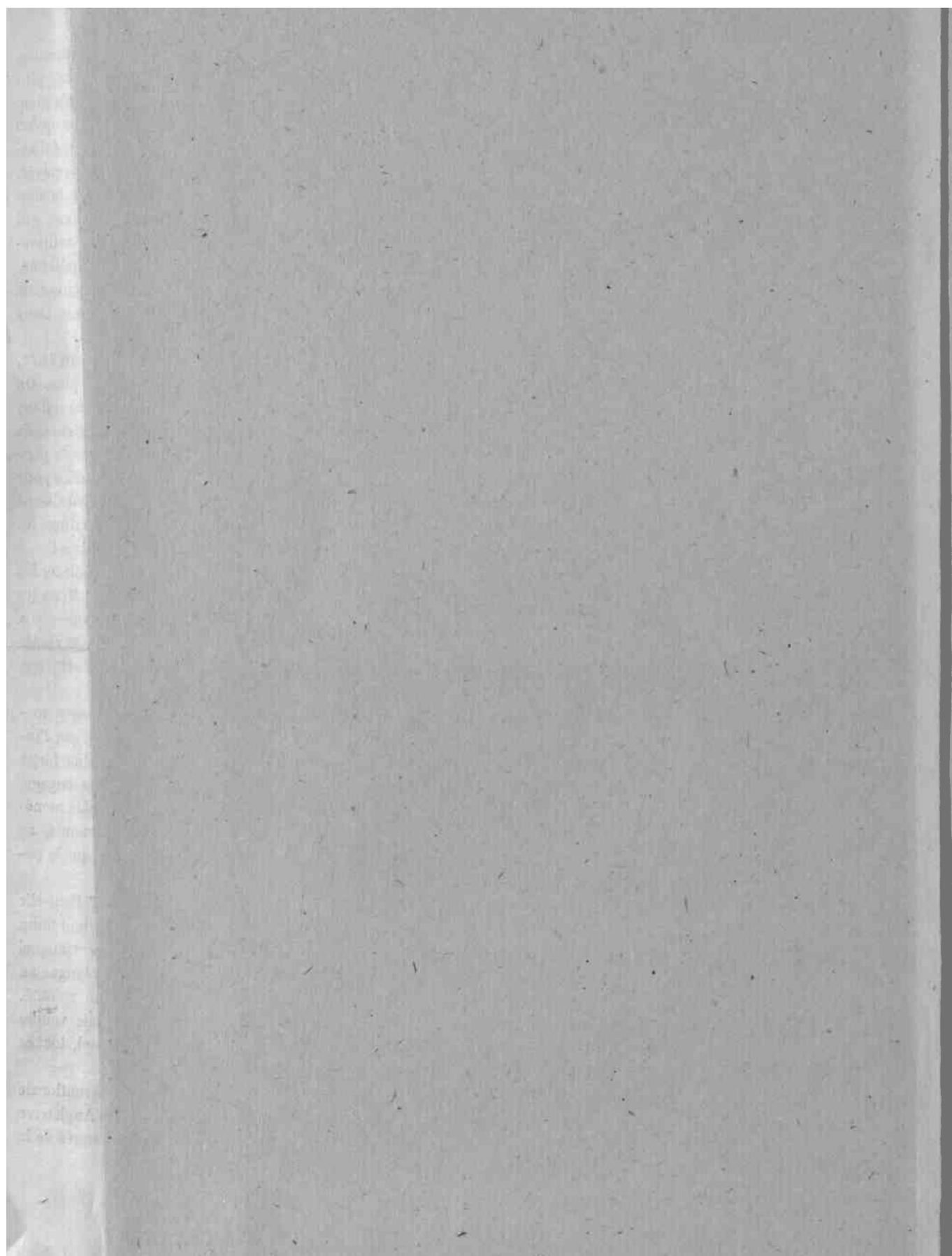
(2) Monnaie abondante! C'est le vœu des démocrates; monnaie métallique! C'est le vœu des républicains. — La monnaie abondera, la monnaie sera métallique, si on émet comme *legal tender* des dollars d'argent pesant 15 1/2 dollars d'or.

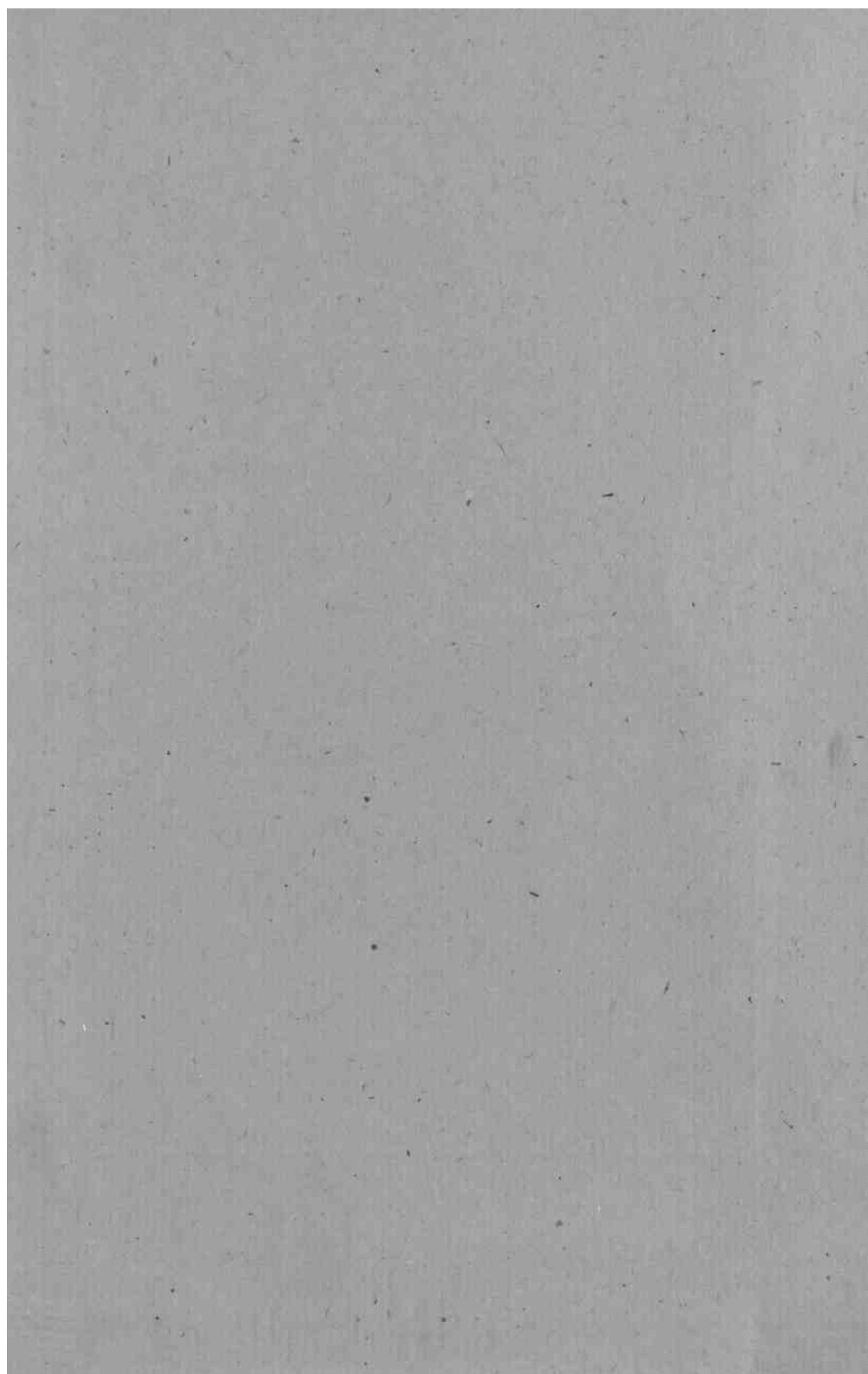
SECRET

[illegible]

10-10-68







DE L'AUTEUR :

Mécanique de l'Échange. Vol. in-8°. 3 fr. 50

Illusions des Sociétés Coopératives. Vol. in-18. 2 fr. »

Contre le Billet de Banque. Vol. in-18. 2 fr. 50

La Légion d'Honneur. Grande brochure 1 fr. »